

UNIVERSITÉ DE PARIS. -- FACULTÉ DE DROIT

LE MÉTAYAGE

DANS LE

BAS-ARMAGNAC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 5 novembre 1912, à 10 heures

PAR

MAURICE LORÉ

Président : M. HITIER, professeur.

*Suffragants : } MM. FAURE FERNAND, { professeurs.
 TRUCHY, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ
DE
MONTPELLIER

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE MÉTAYAGE

DANS LE

BAS-ARMAGNAC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

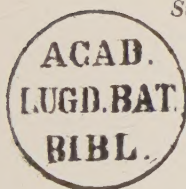
Sera soutenu le mardi 5 novembre 1912, à 10 heures

PAR

MAURICE LORÉ

Président : M. HITIER, professeur.

*Suffragants : } MM. FAURE FERNAND, } professeurs.
 } TRUCHY, }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

En témoignage de ma profonde affection

L E

MÉTAYAGE DANS LE BAS-ARMAGNAC

OBJET ET DIVISIONS DE CE TRAVAIL

Nous nous sommes proposé de rechercher les raisons de l'emploi du métayage dans le Bas-Armagnac et aussi les raisons de ses conditions actuelles.

L'Armagnac est traditionnellement beaucoup plus un pays producteur de vin et d'eau-de-vie qu'un pays de céréales et d'élevage. C'est pourquoi les modifications dans les conditions de la culture de la vigne ont surtout apporté des changements dans l'emploi des modes de faire-valoir. Le Bas-Armagnac n'a été que très peu impressionné par la grande crise agricole qui, au contraire, modifiait l'emploi et la manière d'être du métayage dans le centre de la France. Mais la destruction du vignoble par le phylloxera, la lutte contre les maladies cryptogamiques, ont eu une influence profonde sur les formes des entreprises. A ces causes de changement il faut ajouter la crise

de la main-d'œuvre dont toute la Gascogne souffre, aujourd'hui, d'une manière particulièrement aiguë.

Ces modifications cependant n'ont pas été telles que les traits fondamentaux de la physionomie culturelle du pays aient été complètement transformés durant ces trente dernières années. L'ordre de choses qui existait vers 1880 et qui correspondait à une situation économique particulièrement stable se devine, sans peine, sous les changements récents. Il est comme la base fixe à laquelle il faut toujours revenir si l'on veut avoir une compréhension plus exacte des choses d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous présenterons d'abord une analyse de l'emploi et des conditions du métayage, à la veille de l'apparition des maladies cryptogamiques et ensuite les modifications successives qu'ont apportées à cet emploi et à ces conditions, ces mêmes maladies, ensuite le phylloxera et tout dernièrement une raréfaction inquiétante de la main-d'œuvre agricole.

Ce travail est divisé en quatre chapitres. Dans le premier, nous avons donné les raisons de l'emploi exclusif du métayage dans le Bas Armagnac, de l'absence du fermage simple et des fermiers généraux. Nous avons, dans le deuxième chapitre, précisé l'extension de l'emploi, la nature et les conditions du métayage aux environs de 1880. Dans un troisième, nous avons analysé les conditions du progrès de la culture avec le métayage à la même époque. Nous avons enfin, dans un dernier chapitre, étudié les transformations que les trente dernières années

ont apportées à l'emploi et aux conditions de ce contrat.

Nous avons fait précéder notre travail d'une introduction géographique, sommaire mais aussi précise et aussi complète que possible, afin d'avoir présente à l'esprit une notion la plus exacte possible du milieu.

INTRODUCTION

GÉOGRAPHIE ET LIMITES DU BAS-ARMAGNAC

Les pays gascons occupent la vaste plaine qui s'étend entre le front montagneux des Pyrénées au sud, le circuit garonnais à l'est et au nord, le littoral de l'Océan à l'ouest. Vu du pic du Midi, cet ensemble paraît homogène, une sorte de mer ; cependant, il est, en réalité, formé au moins de deux régions bien différentes : la région landaise à l'ouest, basse, sableuse, « aux affinités plus marines que continentales » (1), et la région sous-pyrénéenne au sud et à l'est, plateau profondément découpé, « vaste étalement des débris de la chaîne pyrénéenne ».

La région où nous avons étudié le métayage est au centre de cet immense triangle un des « pays » de coteau qui forment la ceinture de la région landaise. Situons-le, pour le moment, entre l'Adour et la Gélise.

Son originalité fondamentale est d'être le point où les rapports sont les plus intimes entre les deux parties hétérogènes de la Gascogne. L'étude des formes du terrain montre déjà qu'un contact très étroit y est réalisé entre les pays sous-pyrénéens et la plaine landaise.

(1) L. A. Fabre, *Le sol de la Gascogne. La géographie*, 1908.

La Gascogne, dans son ensemble, offre une double pente. Du sud au nord et de l'est à l'ouest, depuis les plateaux de Lannemezan et de Ger jusqu'à la Garonne et à l'Océan. Cependant il s'en faut de beaucoup que cette pente soit partout continue. La région sous-pyrénéenne (Lannemezan-Armagnac et Ger-Chalosse) y est bien fidèle, malgré qu'elle soit divisée en lobes par les vallées profondes des rivières. De même aussi la région landaise est bien un talus à la pente régulière et insensible vers la mer, mais ce n'est que vers le Bas-Armagnac seulement que les collines sont continuées par les sables et qu'on peut aller du point culminant du Plateau de Lannemezan à la pointe de Grave « sans ressauts et sans franchir aucun cours d'eau » (1).

On a souvent signalé, en même temps que la disposition en éventail des vallées, leur très remarquable profil dissymétrique. Mais, tandis que dans la région Lannemezan-Armagnac, les rives droites offrent des pentes très raides et que les rives gauches s'élèvent par des pentes douces, dans la Chalosse, les vallées tronquées par l'Adour, accusent leur dissymétrie par le redressement des berges de la rive gauche, et c'est ainsi que la rive gauche de l'Adour se dresse en môle à plus de cent mètres en face de la plaine landaise. Au nord, le talus landais et le coteau sous-pyrénéen sont séparés le plus souvent par le sillon profond d'une vallée.

(1) L. A. Fabre, art. cit.

L'étude de l'hydrographie montre que les cours d'eau perfectionnent ce contact en établissant par leurs vallées, entre les deux régions, une véritable soudure.

Le réseau gascon se compose d'abord des deux collecteurs pyrénéens : Garonne et Adour. En second lieu, des réseaux propres à chacune des régions gasconnes. Le réseau sous-pyrénéen né sur les hauteurs de Lannemezan et du Ger et dont les caractéristiques sont le tracé rectiligne des vallées, la pauvreté en affluents et le régime torrentiel ; le réseau landais, caractérisé, au contraire, par le tracé flexueux de ses rivières, le grand nombre des branchements et un régime calme. Le système est complété par un réseau commun aux deux régions, né aux environs de Lupiac, d'origine indirectement pyrénéenne. Douze, Moudour, Gélise, torrents d'Armagnac dans la première partie de leur cours, deviennent peu à peu des rivières landaises après leur entrée dans les sables.

Mais la lande et les coteaux sous-pyrénéens ne sont pas seulement mis en contact étroit par notre région, l'étude de la structure va nous montrer que les éléments de leur sol y fusionnent intimement et que cette fusion n'est que là réalisée.

La formation polymorphe d'Armagnac constitue à l'est de la Baïse la masse presque entière des coteaux, depuis les confins du Lannemezan jusqu'à la bordure Aquitaine qui ourle d'une façon continue la Gascogne au nord. Cette formation est d'âge miocène et d'origine lacustre et est composée de deux étages : l'étage inférieur et

l'étage supérieur qui recouvre le premier à la hauteur environ du plissement crétacé de Cézan et qui augmente de puissance vers le sud. A l'ouest de la Baïse, les coteaux d'abord entièrement formés de l'étage inférieur de l'Armagnac, sont ensuite couronnés par l'étage des sables de Chalosse qui augmentent de puissance à mesure que l'on avance vers l'ouest. Cet étage d'âge pliocène et d'origine marine est la trace laissée par la transgression helvétique. Il se compose des sables fauves à la base et des glaises bigarrées, formation qui n'arrive qu'à une très faible puissance mais qui cependant se trouve au sommet des lobes vers l'ouest. Cet ensemble, sables fauves et glaises bigarrées, obtient son développement maximum dans le Bas-Armagnac ; dans la Chalosse, il est recouvert de divers dépôts postérieurs qui donnent à ce pays une physionomie spéciale en même temps qu'une structure compliquée. A l'ouest de la Baïse, le sol formé de l'étage inférieur de l'Armagnac et des sables de Chalosse est profondément raviné, il se continue en dessous du manteau des sables landais. Dans le Bas-Armagnac, marnes et molasses lacustres sont dans les vallées, la masse des coteaux est formée par les sables fauves et leur couronnement est de glaises bigarrées ou de sables landais quand on avance vers l'ouest.

Divers traits secondaires vont compléter la physionomie de cette région. Il faut signaler en premier lieu le développement considérable des alluvions anciennes. Elles occupent la rive gauche des cours d'eau et y forment autant de grandes bandes qui remontent de ce côté plus ou

moins haut sur les flancs à pente douce des vallées. Parfois, elles dépassent la crête et recouvrent de leurs éboulis les revers ardu opposés masquant la constitution du sol. « L'élément constitutif essentiel des alluvions anciennes est un limon argilo-sableux jaune ou rougeâtre, jaspé de gris. Des galets de roche quartzeuse sont répartis dans ce limon à des niveaux étagés. Ils sont d'autant plus volumineux qu'ils appartiennent à des régions plus rapprochées de la chaîne des Pyrénées d'où ils proviennent (1). »

Les alluvions modernes sont également développées dans le Bas-Armagnac. Elles n'atteignent un développement égal que sur les rives de l'Adour. Elles sont, en général, dans le Bas-Armagnac argilo-calcaires.

Une telle étendue des alluvions anciennes ou modernes modifie profondément la valeur agricole des sols arables que donnent les deux étages de la formation lacustre de l'Armagnac et les dépôts marins de Chalosse.

Il faut signaler aussi que dans notre région l'épaisseur de l'étage de l'Armagnac, si grande à l'est de la Baïse, est considérablement réduite, par suite de la dénudation qu'y a produite la mer de la mollasse marine. Sous le rapport de la composition, l'étage offre un type homogène de l'un et de l'autre côté de la Baïse. Presque exclusivement marneux et calcaire vers le nord, il est surtout représenté vers le sud par des mollasses contenant des éléments roulés de

(1) E. Jacquot, *Notice explicative de la carte géologique détaillée, feuilles de Montréal et de Castelnau.*

plus en plus volumineux vers cette direction, et on ne trouve plus à sa surface, comme sur les terrasses nord du département du Gers, le précieux dépôt superficiel qui fait de ce terroir un des plus riches de la Gascogne.

L'élément constitutif essentiel de la mollasse marine est un sable quartzeux, fin, coloré en fauve par une petite partie d'hydrate de fer. Par places et à des niveaux variables, le sable fauve est agglutiné par un ciment calcaire et parfois forme un grès ferrugineux appelé dans le pays « marbouc ». Le sable fauve donne lieu à des terres médiocres désignées dans le pays sous le nom de « sables vifs ».

Les glaises bigarrées sont formées d'argiles grises ou jaune clair ou, au contraire, de couleurs très éclatantes.

Le sable des landes qui s'avance sur les plateaux du Bas-Armagnac, présente une composition très simple et très uniforme. Il est formé de petits grains de quartz blanc. Le plus grand obstacle qu'il offre à la végétation est le dépôt brun-noirâtre imperméable, « l'aliôs », que l'on rencontre régulièrement à une faible profondeur au-dessous du sol.

Une telle disposition des terrains fait, — et ceci a une grande importance au point de vue agricole, — que le Bas-Armagnac est beaucoup mieux partagé que le haut pays au point de vue de son régime hydrographique souterrain ; la superposition aux marnes et aux mollasses lacustres en général étanches, d'une assise puissante de sables perméables, donne lieu à un grand nombre de belles sources.

Etendue considérable des boubènes, superposition aux marnes et mollasses du fond des vallées des sables fauves et des glaises bigarrées, et parfois aussi d'îlots de sables landais, sources nombreuses, tels sont les traits propres de la physionomie du Bas-Armagnac.

Dans cette esquisse rapide, nous avons jusqu'ici négligé le climat, car si le ciel ardent et capricieux du Midi océanique joue un grand rôle dans les destinées des récoltes, il n'y a pas de climat particulier pour chaque « pays » gascon, et s'il y a des variations, suivant que l'on s'éloigne des Pyrénées ou de l'Océan vers l'intérieur des terres ou vers les influences méditerranéennes, ces variations sont insensibles.

Pendant la saison froide, il pleut par vent nord-ouest, ouest, sud-ouest, nord et nord-est. Il pleut rarement par vent d'est, de sud-est et de sud. Pendant la saison chaude, les résultats sont un peu différents. La prédominance des vents nord-ouest étant moins marquée. Le régime des vents nord-ouest en Gascogne a sa contre-partie dans celui des vents du sud-est en Languedoc ou vents « d'autan » ; ils pénètrent en haute Gascogne par les vallées montagneuses qui leur servent de couloir, et soufflent secs et chauds à travers les plateaux sous-pyrénéens. Ils franchissent également le détroit de Naurouse, après avoir heurté les Corbières et la Montagne-Noire et rejoignent la première nappe dans la vallée de la Garonne (1).

(1) D'après L. A. Fabre, *op. cit.*

Les hivers sont pluvieux et relativement peu froids, la neige rare. En février, les paysans souhaitent la pluie qui évitera les chaleurs précoces. En avril et en mai, il pleut souvent, les matinées sont fraîches et quelquefois froides. L'été est la période « dou séquè », la chaleur, sous l'influence du vent d'autan, est souvent accablante. Septembre est plus supportable, et les vendanges en octobre s'opèrent bien souvent sous un ciel serein ; l'été de la Saint-Martin prolonge, en novembre, les beaux jours, mais trop souvent aussi les pluies surprennent les travaux (1).

La pluie paraît être plus abondante dans le sud-ouest, tributaire de l'Adour, que dans le reste du pays, mais partout les orages sont fréquents en mai, juin, juillet et août, et trop souvent accompagnés de chute de grêle désastreuse.

Nous limitons le Bas-Armagnac : à l'ouest et au nord, aux sables landais, vers une ligne partant de la vallée de l'Adour à hauteur de Grenade, joignant Villeneuve-de-Marsan, La Bastide d'Armagnac, Barbotan, Gabarret ; à l'est, à la vallée de la Lauzoue ; au sud-est, à une deuxième ligne joignant Castillon-Débats, Aignan, Riscle ; au sud-ouest, à la vallée de l'Adour. Ces limites n'ont évidemment rien de précis, en particulier vers l'est. Entre la vallée de la Gélise et la vallée de la Lauzoue, se trouve, en effet, une région intermédiaire qui participe à la fois des terrasses de mollasses lacustres des environs de Condom

(1) Laurent, *Annales de géographie*, mars 1911.

et de Lectoure et du Bas-Armagnac. Les sables fauves, au lieu d'y être superposés aux calcaires d'eau douce, leur sont juxtaposés, en sorte que les uns occupent un des versants des coteaux, et les autres les versants opposés.

Le commerce des eaux-de-vie appelle Armagnac la partie de la Gascogne qui produit les eaux-de-vie de ce nom. L'ensemble de ce territoire forme un trapèze irrégulier qui s'étend sur le nord-ouest du département du Gers et sur une très petite partie des départements des Landes et du Lot-et-Garonne. La limite occidentale, qui représente la petite base du trapèze, va de Aire-sur-Adour à Saint-Justin. A l'orient, la frontière de l'Armagnac suit à peu près la ligne de séparation des arrondissements de Condom et de Lectoure pour descendre un peu au-dessous de Castin, dans l'arrondissement d'Auch. Les deux grands côtés du trapèze vont : au nord, de Saint-Justin (Landes) à Pouy-Roquelaure (Gers), en passant au-dessus de Gabarret et près de Mézin (Lot-et-Garonne) ; au sud, d'Aire-sur-Adour à Castin, en passant au-dessus d'Aignan, de Caillavet et au-dessous de Ordan-Larroque. Dans cet ensemble, le commerce distingue : le Bas-Armagnac qui finit à une ligne qui joindrait Gabarret et Nogaro, qui donne des eaux-de-vie d'une très grande finesse et d'un moelleux comparable à celui des « fines champagnes », et où l'on trouve les meilleurs crus ; la Ténarèze, placée au centre, et qui va jusqu'à Mézin et Castillon-Débats, qui a des produits d'arôme aussi pénétrant, mais plus durs, plus secs que les bas armagnacs ; à l'est, le Haut-Armagnac, les

hauts-armagnacs, tout en étant sensiblement inférieurs aux bas-armagnacs, constituent encore des produits très supérieurs à ceux que livre communément le commerce.

La région naturelle délimitée plus haut déborde donc notablement le Bas-Armagnac du commerce un peu de tous côtés et englobe en particulier la plus grande partie de la Ténarèze ; cette région naturelle est le Bas-Armagnac géographique. C'est, du moins, la terminologie employée par E. Jacquot dans la *Notice explicative de la carte géologique détaillée*, et aussi dans sa *Description géologique et agromique du département du Gers* ; Risler citant E. Jacquot adopte cette manière de voir. « Le département du Gers est divisé par une ligne partant de Condom dirigée sur Vic-Fensensac et aboutissant à Riscle, en deux régions naturelles, assez bien définies, dans lesquelles l'orographie, la constitution du sol, la nature de la terre végétale et les cultures offrent des différences. A l'est et au sud de cette ligne, s'étend le Haut-Armagnac ; quant au Bas-Armagnac, il comprend la partie nord-ouest du département (1).

Le décret du 25 mai 1909, portant délimitation de l'Armagnac, n'a pas absolument respecté ces limites anciennes. Il a notamment donné à la Ténarèze, vers le nord-est, une extension très grande qui ne correspond ni aux distinctions géographiques ni à l'ancienne classification des crus. Il n'a d'ailleurs en rien influencé ni modifié les distinctions anciennes. En voici le texte (2) :

(1) E. Risler, *Géologie agricole*, t. III, p. 231.

(2) *J. off.*, 26 mai 1909.

ART. 1^{er}. — Les appellations régionales « Armagnac », « Eaux-de-vie d'Armagnac » sont exclusivement réservées aux eaux-de-vie provenant uniquement des vins récoltés et distillés dans les territoires ci-après délimités :

1. — Région du Bas-Armagnac.

Département du Gers.

Arrondissement de Condom. — Canton de Cazaubon : toutes les communes. — Canton de Nogaro : toutes les communes. — Canton d'Eauze : toutes les communes.

Arrondissement de Mirande. — Canton d'Aignan : les communes d'Averon, Bergelle, Fusterouau, Margopet-Meymes, Sarragachies, Thermes-d'Armagnac. — Canton de Riscle : les communes d'Arblade-le-Bas, Barcelonne-du-Gers, Caumont, Gee-Rivière, Lelin-Lapujolle, Maulichères, Saint-Germe, Tarsac, Vergoignan.

Département des Landes.

Arrondissement de Mont-de-Marsan. — Canton de Garret : les communes de Béthezer, Créon, Escalans, Garret, Lagrande, Mauvezin, Parleboscq, St-Julien-d'Armagnac. — Canton de Grenade : les communes de Castandet, Cazères-sur-l'Adour, Lussagnet, Le Vignan. — Canton de Roquefort : les communes d'Arouville, Labastide-d'Armagnac, St-Justin. — Canton de Villeneuve-de-Marsan : la commune de St-Gein et la partie du canton située à l'est de la route de Bordeaux à Pau.

Arrondissement de Saint-Sever. — Canton d'Aire : la partie de la commune d'Aire située sur la rive droite de l'Adour.

L'appellation « Bas-Armagnac » est réservée aux armagnacs provenant des territoires ci-dessus énumérés.

II. — Région de la Ténarèze.

Département du Gers.

Arrondissement de Condom. — Canton de Montréal : toutes les communes. — Canton de Valance : toutes les communes. — Canton de Condom : toutes les communes.

Arrondissement d'Auch. — Canton de Vic-Fesensac : toutes les communes.

Arrondissement de Mirande. — Canton d'Aignan : les communes d'Aignan, Bouzon-Gellenave, Castelnavet, Loussons Débat, Lupiac, Pouydraguin, Sabazan, Saint-Pierre-d'Aubezies.

Département de Lot-et-Garonne.

Arrondissement de Nérac. — Canton de Mézin : toutes les communes. — Canton de Nérac : les communes d'Andiran, Fréchou, Nérac. — Canton de Francescas : les communes de Fieux, Francescas, Lasserre, Moncrabeau.

L'appellation spéciale « Ténarèze » est réservée aux armagnacs provenant des territoires énumérés au paragraphe II du présent article.

III. — Région du Haut-Armagnac.

Département du Gers.

Arrondissement d'Auch. — Cantons d'Auch-Nord, d'Auch-Sud, de Jegun : toutes les communes.

Arrondissement de Lectoure. — Cantons de Lectoure et Fleurance : toutes les communes.

Arrondissement de Mirande. — Cantons de Marciac, Masseube, Miélan, Mirande, Montesquiou et Plaisance : toutes les communes. — Canton de Riscle : les communes d'Aurensan, Bernède, Corneillan, Labarthète, Lannux, Projan, Riscle, Saint-Mont, Ségos, Verlus, Viella.

Département de Lot-et-Garonne.

Arrondissement de Nérac. — Canton de Francescas : les communes de Lamontjoie, Nomdieu, Saint-Vincent-de-Lamontjoie. — Canton de Lavardac : toutes les communes. — Canton de Nérac : les communes de Calignac, Espiens, Montcaut, Montagnac sur-Auvignon, Saumont.

Arrondissement d'Agen. — Canton de Laplume : toutes les communes.

L'appellation spéciale « Haut-Armagnac » est réservée aux armagnacs provenant des territoires énumérés au paragraphe III du présent article.

CHAPITRE PREMIER

RAISONS DE L'ABSENCE DU FERMAGE* DANS LE BAS ARMAGNAC.

§ 1. — Raisons de l'absence du fermage simple.

Dans le Bas-Armagnac, on ne rencontre que le faire-valoir direct et le métayage. L'absence d'exploitants capables de devenir fermiers semble y être due à deux causes : la première est la diffusion très grande de la propriété et la prospérité des petites exploitations ; la deuxième cause est la culture de la vigne dont l'importance est très grande dans toute la région.

La petite propriété, a dans le département du Gers, des origines très anciennes. Arthur Young remarquait déjà que dans cette partie du sud-ouest, les petits propriétaires sont plus nombreux que partout ailleurs en France.

Voici le tableau résumant le mouvement des cotes foncières pour le département du Gers, donné par de Foville(1).

Contenance des cotes en hectares	1829	Nombre des cotes 1857	1884
de 0 à 1 inclus.	44.853	58.567	69.688
de 1 à 2 —	15.933	20.489	22.518
de 2 à 4 —	14.328	16.214	18.754

(1) De Foville, *Le morcellement*, p. 113.

de 4 à 6 inclus	7.320	7.951	9.024
de 6 à 10 —	7.895	8.284	9.215
de 10 à 20 —	7.483	7.644	8.435
de 20 à 50 —	4.762	4.631	4.747
de 50 à 100 —	1.250	1.135	912
plus grandes qu'une 100 hectares.	581	502	369
Totaux	104.405	125.417	145.692

Le nombre des cotes de 0 à 20 hectares est passé de 1829 à 1844, de 97.862 à 137.644, accusant une augmentation de 39.822 cotes et les cotes supérieures à 50 hectares ont diminué entre ces deux dates de 1.831 à 1.311, accusant une diminution de 520. Le nombre des cotes de 20 à 50 hectares étant resté ce qu'il était en 1829 (époque de la confection du cadastre). Ainsi donc, la très petite propriété surtout a pullulé, la grande s'est raréfiée et la moyenne est restée stationnaire. « Il y a là entre 20 et 50 hectares un groupe neutre qui a gagné d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre. » Les 1.831 propriétés supérieures à 50 hectares existant en 1829 représentaient ensemble 189.557 hectares ; les 1.311 propriétés supérieures à 50 hectares en 1884 représentaient 123.681 hectares ; c'est donc 57.876 hectares que la grande propriété a perdus et que la petite a gagnés, presque mille hectares par an.

L'enquête agricole de 1892 montre que dans le département du Gers il y a 69.845 faire-valoir directs, couvrant une superficie de 349.300 hectares, sur une superficie cultivable totale de 597.500 hectares. Le département du Gers comprend :

28.019 exploitations inférieures à 1 hectare ;

24.484 — de 1 à 5 hectares

13.422 — de 5 à 10 —

8.161 — de 10 à 20 —

Soit : 74.086 exploitations inférieures à 20 hectares ;

3.754 — de 20 à 30 hectares

1.577 — de 30 à 40 —

1.078 — de 40 à 50 —

Soit : 6.409 exploitations de 20 à 50 hectares.

Le nombre des exploitations inférieures à 50 hectares est donc de 80.495.

Au-dessus de 50 hectares on compte seulement 1.124 exploitations, dont 50 seulement supérieures à 100 hectares.

Ce mouvement continu de désagrégation de la grande propriété dans le Gers, s'explique par la vitalité de la petite exploitation. A cet égard, l'enquête de 1866 est fort intéressante à consulter. « Les grands propriétaires du Gers, en 1866, se plaignaient tous, en termes généraux, des funestes effets du morcellement. Mais les hommes qui dirigeaient l'enquête dans cette région n'étaient pas sans clairvoyance, et avec un peu de diplomatie ils arrivèrent vite à faire avouer aux plaignants que ce qu'ils reprochaient surtout à la petite propriété, c'était de gagner plus d'argent que la grande et de lui retirer ses meilleurs ouvriers. Le président, dans son rapport, dégage nettement cette double conclusion : La grande propriété souffre et languit, la petite propriété fructifie et prospère. Ailleurs, les brochets mangent les goujons, là ce sont les

goujons qui mangent les brochets. Partout où la petite propriété se porte mieux que la grande et produit plus, il est naturel, il est désirable que la terre passe peu à peu dans les mains qui savent en tirer le meilleur parti (1). »

Cette prospérité de la petite exploitation est due à plusieurs causes. En premier lieu, les formes du terrain et la variété des sols arables donnent les plus grandes facilités pour l'organisation d'exploitations convenablement équilibrées. Un bout de lande, un pré, une vigne et un champ, qui sont tous les éléments d'une exploitation complète d'Armagnac, peuvent se trouver très rapprochés et ne pas former ensemble une grande superficie. La petite exploitation de l'Armagnac est donc une exploitation complète. Terrages des champs et des vignes, soins à la basse-cour, aux gros animaux, qui sont les opérations les plus intéressantes demandent surtout du travail ; aucune exploitation ne sera proportionnellement à aussi bon compte aussi bien tenue. De tels avantages pour la petite exploitation et une facilité relative pour devenir propriétaire, expliquent la préférence des métayers enrichis pour la situation de propriétaires cultivant exclusivement leurs biens.

Il n'y a pas, en Gascogne, de cultivateur ayant une certaine aisance, qui ne soit pas propriétaire faisant valoir exclusivement son bien. Les candidats métayers sont

(1) De Foville, *op. cit.*, p. 117.

donc ceux qui n'ont point de capitaux ou n'en ont pas encore de suffisants pour devenir « particuliers » (1).

L'absence du fermage dans le Bas-Armagnac résulte aussi de l'importance de la culture de la vigne dans cette région.

La culture de la vigne, en effet, ne comporte jamais que la régie directe ou le métayage. Là, où les propriétaires ne cultivent pas directement leurs vignes, ils ne songent nullement à les affermer à prix fixe, à les confier à des exploitants maîtres de leur action. Ils préfèrent des métayers. Il y a à cela plusieurs raisons. La première est l'importance du capital que représente une vigne en plein rapport et la facilité avec laquelle un exploitant peu scrupuleux peut le dégrader. Les procédés de culture, la proportion et la nature des engrais, surtout la taille, plus ou moins habile ou faite à propos, ont une grande influence sur la durée et le rendement des ceps ; aujourd'hui les maladies cryptogamiques produisent des ravages durables dans les vignes insuffisamment défendues.

Les récoltes, très variables suivant les années, rendent le revenu très incertain.

L'importance des bonnes récoltes avec cette culture est telle que des habitudes de luxe et d'imprévoyance s'en suivent nécessairement. Dans l'Hérault, dit Léonce de Lavergne, on reconnaît les habitants des villages à vignes

(1) On appelle ainsi en Gascogne le propriétaire paysan. — Cf. Durrieux, *Monographie du paysan du département du Gers*, p. 63 et suiv.

au luxe des femmes ; elles se couvrent de bijoux. Dans l'Armagnac, le cultivateur escompte facilement les apparences d'une récolte à venir ; il dépense d'avance les bénéfices qu'il prévoit. Le fermage à rente fixe n'est pas compatible avec une telle imprévoyance.

C'est donc dans une très large mesure la culture de la vigne qui explique l'absence complète de fermage dans le Bas-Armagnac. L'égalité culturale de la petite et de la grande exploitation, ainsi que les facilités très grandes de l'acquisition de la propriété, n'auraient pas produit seules une exclusion aussi radicale. C'est ainsi que l'on trouve quelques fermages dans le Haut-Armagnac, davantage quand on va vers l'est du département du Gers, et à mesure que la culture de la vigne perd de l'importance. On en rencontre aussi dans les cantons voisins du département du Lot-et-Garonne où le morcellement de la propriété du sol est aussi ancien et aussi avancé que dans le département du Gers. Le fermage est également usité dans le département des Landes, soit dans la Chalosse, soit dans les Landes de Gascogne proprement dites.

§ 2. — Raisons de l'absence de fermiers généraux dans le Bas-Armagnac.

L'absentéisme des propriétaires est la cause de la ferme générale. Là où l'on est dans l'impossibilité de trouver des fermiers à prix d'argent, les propriétaires qui sont retenus loin de leurs exploitations, cherchent des personnes qui

se mettent à leur lieu et place, perçoivent les parts qui leur reviennent dans le produit des métairies, moyennant une somme déterminée. Dans l'Armagnac, les raisons qui excluent les baux à ferme excluent aussi la ferme générale superposée au métayage, on pourrait même dire qu'elles ont plus de force rapportées à la ferme générale que rapportées au bail à ferme ordinaire. Cependant, le fermier général n'est pas complètement inconnu, sinon au cœur même de la région, du moins sur les confins des Landes. On nous en a signalé un dans la partie Armagnac du canton de Roquefort, un autre, dans la partie Armagnac du canton de Villeneuve-de-Marsan, un troisième, dans la partie Armagnac du canton de Aire sur-Adour. Ces trois fermes générales sont d'ailleurs de création récente. Dans les trois domaines, les vignes n'ont pas été reconstituées, et restent seules les anciennes vignes qui ont résisté au phylloxera, réparties dans les métairies et d'un rendement très faible. Elles ne sont plus qu'une branche secondaire de l'exploitation, la première place étant faite à l'élevage.

Le métayage du Bas-Armagnac ne met donc en présence, dans l'immense majorité des cas, que le propriétaire ou son fondé de pouvoirs, son régisseur et le métayer. Est-ce une grande supériorité sur le métayage des régions où la ferme générale est pratiquée ?

La ferme générale a été jusqu'à ces dernières années, très vivement critiquée et unanimement condamnée par les économistes et les agronomes.

« Il ne faut pas croire que le fermage soit inconnu dans

le pays du métayage, écrivait de Gasparin. Au milieu des métayers, il y a des fermiers. Mais, s'ils administrent directement, ils offrent des inconvénients, on éprouve avec eux tant de mécomptes, que les propriétaires qui savent compter se tiennent sur la réserve. S'ils opèrent indirectement (fermiers généraux) ils se livrent à de telles spéculations, ils se montrent si exigeants, si tyranniques à l'égard des métayers qui dépendent d'eux, qu'ils n'inspirent aucune confiance même lorsqu'ils paient exactement la rente à l'échéance. »

L'opinion de Jules Rifel est la suivante : « La position des fermiers intermédiaires amène des résultats faciles à comprendre. Comme le métayage n'est pas pour eux un but, mais un simple moyen, ils oppriment les métayers et leur imposent les plus dures conditions. » C'est dans le même sens que s'exprimait Léonce de Lavergne en 1866, en parlant de la région du centre. De véritables middlemen appelés fermiers généraux prennent à bail des terres entières et même plusieurs à la fois, mais sans s'appliquer eux-mêmes à la culture et en s'interposant purement et simplement entre le propriétaire et le métayer. . . . Aucun lien réel n'attache le fermier général à la terre qu'il administre ; uniquement occupé d'augmenter ses profits sans s'inquiéter de l'avenir, il rançonne sans pitié les cultivateurs. De son côté, le maître ne voit rien, ne sait rien, et pourvu qu'il touche sa rente pour la dépenser le plus loin possible, il laisse faire. Tout sort du sol, rien n'y revient (1).

(1) Léonce de Lavergne, *Economie rurale de la France*, p. 407.

A. Meplain, dans l'Introduction de son *Traité du Métayage*, a étudié de très près le fonctionnement de la ferme générale dans l'Allier au milieu du siècle dernier, « ce système parasite qui, s'interposant entre le propriétaire et le cultivateur, désaffectonne le premier, désespère le second, appauvrit la terre, et couronne souvent de sa propre ruine les résultats déplorables de son intervention ». Dans ce système, le propriétaire demande un revenu fixe et net porté en espèces, à jour fixé, à son domicile. Le fermier est subrogé à tous ses droits de jouissance, c'est entre lui et le colon qu'intervient le contrat pour la culture de la terre. L'intervention du fermier dans la culture se borne presque toujours à la vente et à l'achat des bestiaux. Quelques uns y acquièrent une expérience qui les y rend habiles ; mais ils s'en font prodigieusement accroire sur ce point. Le fermier n'est pas, en général, capable d'éclairer le colon sur la direction des travaux, la conduite de l'exploitation reste donc entière au colon, et la routine culturale suit son cours. Le remède à ces inconvénients se trouverait dans les baux à long terme, mais les propriétaires sont peu disposés à en passer de semblables. Des baux de vingt ans seraient d'ailleurs accordés à de tels fermiers, ce qui n'arrive jamais, que leurs intérêts s'opposeraient encore à des améliorations, « s'ils employaient les dix premières années à porter au plus haut degré la fertilité du sol, ils employeraient les dix dernières à l'épuiser, aussi les fermiers clairsemés qui ont un capital le dirigent vers des spéculations étrangères à l'agriculture et se li-

vrent au commerce des vins, des bois, des graines, etc. Malheur alors à la terre, au propriétaire et au colon. Ce dernier se transforme en voiturier aux gages du fermier ». Sous un tel système, « on répute riche le métayer qui, au jour de la moisson nouvelle, compte encore quelques sacs de blé de la récolte précédente ; aisé, celui qui, à la même époque, n'a rien mais ne doit rien. Le plus grand nombre emprunte du fermier, en avance sur la moisson prochaine, le pain qu'il mange chaque jour. De quelque manière qu'on étudie le régime de la ferme générale, on n'aperçoit que des arrière-pensées de tromperie et des excitations à la mauvaise foi et aux profits de mauvais aloi, que le relâchement de la morale et de la probité (1) ».

Meplain écrivait en 1850. La ferme générale avait-elle changé de caractère en 1880, à l'époque de l'enquête ordonnée par la Société des Agriculteurs de France ? Beaudrillart, qui connaissait les résultats de cette enquête, écrivait dans son article célèbre de la *Revue des Deux-Mondes* : « Pour fonder le métayage sur de bons rapports personnels et lui donner toute sa puissance productive, il y a une institution qu'il importe essentiellement de faire disparaître... elle contribue à l'infériorité et à l'impopularité du métayage, nous voulons parler des fermiers généraux... Le plus souvent, ces fermiers généraux commandent durement, leur intérêt est de gagner sur le travail ; ils ne

(1) Meplain, *Traité du bail à portion de fruits*, Introd., p. III et suiv.

songent, une fois le fermage payé, qu'aux revenus excédents qui constituent leurs bénéfices. Sauf exception, ces intermédiaires maintiennent le métayage dans la misère. »

N'y a-t-il pas quelque exagération dans ces critiques, et le mauvais fonctionnement de la ferme générale ne tiendrait-il pas à la pauvreté du pays et à une exploitation primitive du sol ? Léonce de Lavergne disait déjà, à côté des critiques qu'il formulait, et que nous avons rapportées : « Considéré en soi, ce mode de fermage a sa raison d'être, et dans un pays déjà riche, il n'aurait pas beaucoup d'inconvénients ; dans un pays pauvre et ingrat, il n'a que de funestes effets. » Dans ces dernières années, l'opinion des économistes et des agronomes sur la ferme générale s'est modifiée. Cela tient au rôle de plus en plus considérable joué dans la production agricole, par le capital. Là où, autrefois, le fermier général n'était qu'un parasite, alors que la métairie ne portait qu'un maigre cheptel et ne donnait que de pauvres récoltes, la terre et le travail étant les deux facteurs prépondérants dans la production, il est devenu, aujourd'hui, un auxiliaire utile, il apporte à l'exploitation agricole le capital. Le propriétaire retenu loin de ses métairies et ne se souciant pas de faire par l'intermédiaire d'un régisseur des avances considérables en bétail, machines, engrais, etc., confie son domaine au fermier général qui fournit aux exploitants le capital indispensable. Le propriétaire n'a pas toujours non plus les connaissances nécessaires pour contrôler et diriger l'administration de sa propriété. Le fermier

général sera souvent un agriculteur de métier, apte à donner à l'ensemble de l'exploitation une direction féconde. Quelquefois aussi, le propriétaire, sans être éloigné, de son domaine, est hors d'état par sa situation de fortune, de garnir ses métairies des cheptels suffisants. Le fermier général prend alors sa place et complète, par son apport en capital, les facteurs nécessaires à la production. Quand le travail et la terre sont seuls en présence, le bénéfice du fermier général ou est infime, ou, s'il est quelque peu considérable, il représente l'exploitation des tenanciers et l'épuisement du sol. Lorsque le capital joue un rôle considérable dans la production, le bénéfice du fermier général représente la part du capital dans les bénéfices de l'entreprise. « En prenant plus qu'ils ne donnent, les fermiers généraux trouvent une légitime rémunération de leurs capitaux risqués, de leurs soins et de leur habileté technique (1). »

On ne peut pas soutenir sans doute que de nos jours les fermiers généraux présentent partout, en France, ce nouveau caractère et que les fermiers généraux, ayant la même mentalité qu'autrefois, s'appliquant à pressurer de leur mieux les métayers et la terre, ont complètement disparu. Quoi qu'il en soit, dans une région très voisine de l'Armagnac, et située en Gascogne, la ferme générale semble donner de bons résultats. Ajoutons qu'elle y est pratiquée plus

(1) Zolla, *Conférence faite au Musée Social, Revue du Musée Social*, juin 1911.

à cause de la pauvreté de certains propriétaires que de leur absentéisme.

Le jury du concours de la prime d'honneur dans le département de Lot-et-Garonne, en 1910, signale les remarquables résultats obtenus par l'un d'eux.

Six métairies d'une contenance totale de 120 hectares sont sous sa direction. Elles sont situées dans la commune de Caudecoste, canton d'Astaffort (sur la rive gauche de la Garonne, à hauteur du confluent du Gers). Le fermier général a imposé partout l'assolement triennal et la pratique des engrais avec l'usage des instruments perfectionnés. Le premier dans sa région il a introduit la luzerne « dans ce pays inféodé à la culture onéreuse des céréales exigeantes ». Un des premiers aussi, il a fait voir quelles étaient les conditions d'un bon élevage : choix raisonné des animaux, accouplement judicieux, bons soins aux jeunes, alimentation rationnelle et bonne conduite des vaches à l'occasion du travail. « Enfin, en homme de progrès (et ceci est tout à fait remarquable), il a heureusement modifié les conditions habituelles du colonage, par la suppression de la dîme sur les céréales et par la réalisation d'améliorations importantes dans les habitations des métayers (1). »

Le fermier général, qui ne se rencontre qu'exceptionnellement en Gascogne, se trouve plus facilement dans l'Agenais et d'autant plus fréquemment que l'on se rapproche

(1) J.-J. Girard, *Concours de la prime d'honneur en 1910*, p. 83.

du centre de la France. On peut affirmer que dans le département du Gers, de même que dans le département des Landes, les fermiers généraux étaient complètement inconnus il y a trente ou quarante ans. La résidence des propriétaires était en Gascogne, à cette époque, un fait sans exception. Les propriétaires résidaient très généralement non pas sur leurs domaines, mais à la petite ville voisine. Cette bourgeoisie pouvait d'ailleurs très aisément surveiller ses domaines qui, en général, étaient peu étendus. C'est qu'en effet nulle part on ne devenait bourgeois à meilleur compte qu'en Gascogne. « Qui avait 1.200 fr. de rente en argent et les redevances en nature d'une ou deux métairies, entrait de plein droit dans la bourgeoisie (1). »

(1) E. Labat, *En Gascogne. L'abandon de la terre*. *Revue des Deux-Mondes*, août 1910.

CHAPITRE II

EXTENSION, NATURE ET CONDITIONS DU MÉTAYAGE DANS LE BAS-ARMAGNAC, VERS 1880.

§ 1. — Extension du métayage.

Le Bas-Armagnac géographique, tels que nous l'avons défini et limité, comprend, dans le département du Gers, trois cantons : le canton d'Eauze, le canton de Cazaubon et le canton de Nogaro. Il comprend au nord-est la plus grande partie du canton de Montréal. Dans le département des Landes, il comprend une partie du canton de Gabarret, une partie du canton de Roquefort et une partie du canton de Villeneuve-de-Marsan.

Le métayage a de tous temps été très répandu dans l'Armagnac landais, dans la plus grande partie du canton de Cazaubon, et dans une grande partie du canton de Nogaro. Il est moins répandu dans la partie de ces deux derniers cantons voisine du canton d'Eauze, dans le canton d'Eauze et dans la partie Ténarèze du canton de Montréal du Gers. Il est de nouveau, d'un emploi plus fréquent dans la partie nord-est du canton de Montréal, dans les cantons de Condom, Valence, Vic-Fesensac et Aignan. Le canton d'Eauze, les parties contiguës des

cantons de Nogaro, de Cazaubon et de Montréal, sont surtout occupés par la culture directe. En résumé, le métayage est surtout répandu dans la région voisine des landes de Gascogne et dans la région voisine des cantons d'Aire-sur-Adour et de Grenade, qui appartiennent à la Chalosse.

A la même époque, pour ce qui concerne la culture de la vigne dans le sud ouest, toutes les vignes du bassin de la Gironde et de la Basse-Garonne, formant ce qu'on appelle communément le Bordelais, c'est-à-dire les arrondissements de Bordeaux, de Blaye et de Libourne, étaient soumises à l'exploitation directe. Ce n'est que vers le sud du département de la Gironde, vers la Réole et surtout vers Bazas, que commençaient les exploitations indirectes par voie de partage des fruits, modes cultureux qui s'étendaient de là dans toutes les directions, vers les Landes et les Basses-Pyrénées, vers le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne, vers la Dordogne, vers la Charente et la Charente-Inférieure. Le Bordelais formait ainsi un centre privilégié pour la culture directe, avec aussi certaines circonscriptions : l'arrondissement de Cognac et le Bas-Armagnac où le vin est transformé en eaux-de-vie (1).

Sous quelle influence s'est formé dans le Bas-Armagnac ce foyer de culture directe ? Est-ce là où les produits ont le plus de finesse et donnent les meilleures eaux-de-vie ? Nullement, les parties des cantons de Cazaubon et de

(1) De Tourdonnet, *Situation du métayage*, p. 187.

Nogaro, où le métayage est généralement pratiqué, renferment les meilleurs crus. La Ténarèze qui est en grande partie en culture directe ne donne que des produits moins estimés. Il semble que ce soit la surface plus grande du vignoble dans les environs d'Eauze qui y a généralisé l'emploi de la culture directe.

L'extension de la culture de la vigne blanche en vue de la distillation n'est pas très ancienne dans l'Armagnac ; elle remonte seulement à la fin du ^{xviii}^e siècle. « La guerre d'Amérique ayant donné une grande valeur aux liqueurs fortes, quelques particuliers du canton d'Eauze plantèrent une assez grande quantité de vignes blanches, dans la vue d'en convertir les vins en eaux-de-vie. Les plus heureux succès ont couronné leurs entreprises ; et leurs exemples se sont propagés dans la majeure partie de l'ouest du département (1). »

Le plus ancien texte qui fait mention de l'eau-de-vie remonte seulement au ^{xvii}^e siècle (2).

Le rendement plutôt faible des vignes d'Armagnac, l'irrégularité des récoltes souvent compromises par les gelées tardives, et fréquemment détruites au moins en partie par la grêle, la nature des sols et leur disposition n'ont jamais permis une extension telle de cette culture qu'elle rendit les autres sans intérêt.

Voici comment Dralet appréciait les plantations de

(1) Dralet, *Topographie du département du Gers*, Mémoires publiés par la Société d'agriculture du département de la Seine, t. II, an IX.

(2) *Revue de Gascogne*, 1887, p. 450.

vignes dans l'Armagnac au commencement du siècle dernier : « C'était dans ces contrées (environs d'Eauze) que devait se borner cette spéculation (plantation de vignes blanches en vue de la distillation), parce qu'elles sont plus à portée des débouchés et qu'elles produisent assez de bois pour la distillation et pour le fût des eaux de-vie qui se renouvelle chaque année.

« Pour des raisons contraires, on ne doit s'occuper que de la culture de la vigne rouge dans les autres parties du département. On s'y en occupe en effet, mais, depuis quelque temps, elle se multiplie avec excès et il est à craindre que dans peu on soit obligé d'arracher une partie des vignes que l'on plante de toutes parts.

« La cherté actuelle des vins a dû diriger les travaux du cultivateur vers la culture des vignes ; cette cherté vient de ce qu'une partie de nos vins est convertie en eau-de-vie, de la grande consommation qui est due à la guerre actuelle, et surtout à l'aisance qu'a acquise la partie peu fortunée du peuple depuis la Révolution.

« Mais si l'on observe que les vignes, pour être bien tenues, demandent des travaux plus multipliés que les autres productions et que cependant le fléau de la guerre diminue tous les jours le nombre de nos bras ; si, d'un autre côté, l'on remarque que la consommation du vin sera moins forte lorsqu'une paix heureuse aura tari la source de nos maux, on conviendra que tout doit porter l'agriculteur qui spéculé à améliorer les vignes existantes et non à en négliger la culture pour faire des plantations dont les

produits sont éloignés et le succès au moins douteux. C'est surtout en agriculture qu'il est vrai que conserver et améliorer vaut mieux qu'acquérir et négliger (1). »

C'est ce dont se rendirent compte sans doute beaucoup d'agriculteurs de la région et surtout ceux de la partie du Bas Armagnac qui confine aux Landes et à la Chalosse ; ceux-ci pratiquant traditionnellement un système de culture très prudent

« La partie occidentale du département du Gers, écrivait Dralet, est la seule qui possède un bon système d'agriculture ; on y travaille peu de terrain, mais on le travaille bien, tandis qu'ailleurs, on cultive tout et on le cultive mal. Il n'est point de sacrifices que l'on ne fasse dans les environs de Nogaro pour l'engrais des terres. Le principal et le mieux entendu de tous consiste à ne jamais ouvrir une certaine étendue de terre attachée à chaque domaine et connue sous le nom de « Touya », ce terrain est destiné à produire de la fougère et du genêt épineux ; il est divisé en trois coupes et s'exploite chaque année par tiers. Le produit est étendu dans les écuries, dans les étables, dans les basses-cours et sur les chemins, où il se convertit en un engrais, d'autant plus approprié aux terres du pays, que leur compacité se trouve corrigée par les rameaux des arbrisseaux qui n'ont pu être décomposés par la fermentation putride. »

Ainsi donc, dans la partie de l'Armagnac la plus rap-

(1) Dralet, *op. cit.*

prochée des sables landais, là où la touya, soit simple soit boisée, a le plus d'extension, et davantage à mesure que l'on se dirige vers le sud et sur les confins de l'Armagnac et de la Chalosse, où la touya est demeurée la base du système de culture, comme du temps de Dralet, la vigne, de même que les céréales, n'occupe qu'une surface restreinte. Vers Eauze, au contraire, où la mollasse calcaire de la formation d'Armagnac atteint un plus grand développement (à 10 kilomètres à l'est d'Eauze elle forme toute la masse orientale des coteaux), la vigne, de même que les céréales, couvre relativement aux landes et aux bois une plus grande surface. Quand on se dirige vers Condom, Valence, Vic-Fesensac, le vignoble et les landes diminuent d'étendue et la place est faite de plus en plus grande aux céréales. On peut donc dire que dans l'ensemble de la région, la culture de la vigne s'est adaptée au système ancien de culture et ne l'a en rien bouleversé.

Lorsque nous aurons dit comment cette culture était faite encore jusqu'en 1880, on comprendra qu'elle n'ait apporté des changements dans le mode de faire-valoir que sur une partie assez restreinte du pays.

Le sol du Bas-Armagnac, réservé à la vigne, sables fauves plus ou moins recouverts de boubènes quaternaires, était pour ainsi dire le sol de prédilection de la Folle-Blanche, ou « Picpoul », le cépage d'un emploi universel (le même d'ailleurs que celui du Cognac). Le picpoul poussait vigoureusement dans ces terrains avec une culture des plus sommaires. Elle se réduisait à un labour de

printemps ou de déchaussage, laissant sur la ligne des ceps le cavaillon qu'on enlevait à la main par l'opération du « décavaillonnage », et à un labour d'été ou de rechaussage. On procédait dans les vignobles bien tenus à un « ébourgeonnage » pour maintenir la vigueur et la régularité des ceps, à peu près partout on effeuillait pour hâter la maturité. La seule opération intéressante consistait en des terrages qui produisent dans ces sols « battants » et « coulants » d'excellents résultats, et qui suppléent presque à toute fumure. La plantation des vignes était, comme leur entretien, peu coûteuse. On plantait au pal et à simple bouture sur un labour ordinaire (1). Les seuls engrais employés étaient les fumiers que donne la thuie. Une culture ainsi conduite demandait peut-être moins de travail que la culture des céréales et là où la surface totale des vignes et des guérets ne dépassait pas notablement la surface anciennement consacrée aux céréales, l'ancien mode de faire-valoir pouvait, sans aucun inconvénient, être conservé. Dans l'Armagnac, d'ailleurs, quelle que soit l'importance du domaine, on se trouve toujours en présence de la petite culture. Les propriétés sont divisées en métairies qui excèdent rarement 25 hectares et dont l'étendue a été restreinte depuis l'extension des vignobles. Dans la partie sud-ouest de la région, de même qu'en Chalosse, les métairies n'ont quelquefois pas plus de

(1) D'après F. Berthault, *L'Armagnac, le progrès agricole et viticole*, 1900.

10 hectares, en Chalosse, on en trouve qui n'ont que 6 ou 7 hectares.

Le métayage pouvait donc être conservé partout où le vignoble n'imposait pas aux tenanciers un travail hors de proportion avec celui que demandaient les cultures antérieures. Il semble que, théoriquement, le métayage eût pu être conservé partout. Mais il faut remarquer que dans les exploitations où le vignoble a une grande étendue relative, le propriétaire a intérêt à faire valoir directement. La part du métayer dans les bénéfices eût été trop grande pour la valeur du travail fourni, surtout dans les périodes où le vin atteint de hauts prix. Le recrutement de la main-d'œuvre était d'ailleurs, à cette époque, très aisé ou relativement aisé et le prix en était peu élevé (Nous étudierons cette question, avec détails, quand nous parlerons des difficultés actuelles du recrutement de la main-d'œuvre).

C'est donc l'étendue des vignobles plus grande dans les environs d'Eauze qui explique le recul du métayage dans cette partie du Bas-Armagnac. Nous devons ajouter aussi que la propriété est moins divisée dans les parties ouest et sud-ouest de l'Armagnac que dans la partie est. Les grandes propriétés (comprenant plus de deux métairies) étant bien moins rares dans la première région que dans la deuxième. Or, il est beaucoup moins aisé de modifier le mode de faire-valoir d'un grand domaine que celui d'une petite ou d'une moyenne exploitation. C'est pourquoi l'on peut affirmer que le métayage, même dans la

partie orientale du Bas-Armagnac, s'était beaucoup mieux conservé dans les grandes propriétés que dans les moyennes et qu'il n'y avait pour ainsi dire pas d'exemple, en 1880, de grandes propriétés soumises entièrement à la régie directe.

Il faut remarquer aussi que de l'extension de la vigne résulte dans l'Armagnac l'usage plus développé du système de la réserve. On appelle ainsi, dans les pays de métayage, une ferme située en général autour de la maison d'habitation et que le propriétaire fait valoir à sa main, tandis que les autres sont exploitées par des métayers. Mais ce système était loin d'être général dans l'Armagnac et les réserves n'avaient pas non plus partout la même importance. Dans l'est de la région, et aussi entre Eauze et Cazaubon, la réserve comprenait toujours un assez grand vignoble ; dans la partie ouest et dans la partie sud-ouest, elle renfermait le plus souvent des prairies et des bois et un vignoble plus restreint.

Le métayer du Bas-Armagnac est donc, en même temps, vigneron. Il n'est pas un vigneron-métayer, c'est-à-dire un colon partiaire uniquement adonné à la culture de la vigne. Ce colon partiaire se trouve dans d'autres régions viticoles, en particulier en Bourgogne. Dans le Beaujolais, le métayer n'est que vigneron, plus exactement le vin est le fondement et le but de l'exploitation. Le bétail n'est qu'un accessoire. Un vigneronnage dans le Beaujolais comprend en moyenne 3 hectares de vigne, 2 hectares de prairies, quelquefois 2 ou 3 hectares de terre

arable y sont joints (1). Dans le vignoble du Jura, on rencontre un métayage à peu près analogue à celui du Beaujolais, mais souvent les terres arables et les prairies annexées ont une surface plus grande et le vigneron paie une rente fixe pour cette partie du domaine. Il est à la fois métayer pour le vignoble et fermier pour les autres parties de l'exploitation (2).

Il est donc assez remarquable que dans l'Armagnac la vigne soit restée une partie de l'exploitation et ne se soit pas subordonnée les autres parties de la culture, bien qu'elle occupe environ 2.5/10^e de la surface du sol. Cependant, il n'y a point une différence aussi grande entre le métayer de l'Armagnac et le vigneron du Beaujolais qu'il pourrait sembler. La grande étendue des landes, des bois et des prairies naturelles fait illusion sur l'importance des autres branches de l'exploitation. D'après les évaluations de M. Berthault, une métairie de 25 hectares n'a guère plus de 10 à 11 hectares de vignes et de champs. Et bien des métairies ont une étendue inférieure à 25 hectares, ce qui donne pour les vignobles et les guérets une surface totale de 7 ou 8 hectares. Il y a donc des analogies entre la situation du vigneron Beaujolais et celle du métayer de l'Armagnac.

On rencontrait, dans le Bas-Armagnac, un colon partiaire d'une espèce tout à fait particulière, appelé « bras-

(1) De Tourdonnet, *Situation du métayage*, p. 177.

(2) De Tourdonnet, *Situation du métayage*, p. 177, et *Enquête Ruau*, p. 113.

sier ». Le brassier était logé, avec sa famille, dans un bâtiment séparé appelé « brasserie » ; il avait la jouissance exclusive d'un jardin et le propriétaire lui fournissait le bois de chauffage. Il cultivait à moitié fruits un carreau de vigne, environ un demi-hectare, rarement davantage. Moyennant cette part de produit, il devait être à l'entière disposition du propriétaire. Il recevait un salaire de 18 à 20 sous par jour de travail. Dans le Haut-Armagnac, le brassier, au lieu d'avoir une parcelle de vigne, avait fréquemment un champ à moitié fruits. Le brassier n'élevait pas de gros animaux, il travaillait exclusivement à bras, c'est de là que lui vient son nom. Celui qui l'emploie fait les labours et les fumures, fournit la semence lorsque le brassier cultive un champ à moitié. Lorsque le brassier a une vigne à moitié, le propriétaire ou le métayer fume et fait les labours. Le brassier, tel que nous venons de le définir, était, vers 1880, répandu surtout dans les cantons de l'Armagnac voisins des Landes. Il était moins répandu dans les cantons d'Eauze et dans les cantons de Montréal. Au milieu du siècle dernier, on en trouvait d'assez nombreux pour la culture des céréales dans le Haut-Armagnac. Le contrat de brasserie est un contrat mixte tenant à la fois du colonage partiaire et de salaire en nature. Il semble bien être une particularité très remarquable de la région landaise et des régions voisines.

La brasserie est demeurée d'un usage très général dans les Landes, où à chaque métairie, encore aujourd'hui dans les petites landes, est adjoint une brasserie.

Voici quelles étaient les conditions de la brasserie landaise à l'époque dont nous nous occupons. Le brassier partage avec le propriétaire les récoltes des terres qu'il cultive, dans la même proportion que le métayer. Il n'a jamais de gros bétail sous sa direction. Le métayer est tenu de faire tous les transports de litières, de fumiers et autres, nécessaires pour la culture de la brasserie ; il doit aussi transporter chez le maître sa portion de toutes les récoltes de la brasserie ; il transporte aussi le bois nécessaire au chauffage du brassier ainsi que sa portion de résine, mais il a droit, dans ce dernier cas, à une indemnité qui varie, suivant la distance, de 50 centimes à 1 franc par barrique.

Le métayer est enfin tenu de labourer les terres de la brasserie et d'aider le brassier à l'ensemencement des terres en seigle.

Le brassier, de son côté, est obligé de prêter son concours au métayer pour le même travail sur les terres de celui-ci, de donner la javelle de mil ou de millade pour le bétail, de fournir un nombre de journées pour tailler de la bruyère, qui varie suivant l'importance de la métairie, enfin d'aider, avec sa famille, celle du métayer à faucher, faner et rentrer les foins et regains, durant tout le temps nécessaire à ces opérations.

Le brassier fournit chaque année au maître une redevance en volailles et en œufs (1).

Ces usages sont restés ceux de la partie nord des Pe-

(1) *Usages locaux du département de la Gironde.*

tites Landes. Vers Roquefort et Mont-de-Marsan et en se rapprochant de l'Armagnac, ils étaient un peu différents. Le brassier aidait le métayer à semer, fumer, scier et dépiquer moyennant un paiement annuel, autrefois en grains (1). Il faut aussi remarquer que dans l'Armagnac le brassier était bien plus souvent l'auxiliaire du petit propriétaire que celui du métayer. La région landaise de l'Armagnac connaît également un autre genre de colonage partiaire. C'est le contrat de gemmage. Le gemmeur fait les travaux relatifs à l'exploitation de la résine et pour ce travail il reçoit, dans les Petites Landes, la moitié du prix de la gemme ; dans les Grandes Landes et le Marensin, il reçoit la moitié du prix de la gemme, mais quand ce prix ne dépasse pas une certaine somme. Il doit également fournir les pots et les crampons ainsi que les instruments nécessaires à la récolte de la gemme. Les métayers des Landes sont, en général, gemmeurs. Et les brassiers le sont toujours (2). Ce contrat n'intéresse le Bas-Armagnac que pour la partie voisine des Landes. C'est d'ailleurs en réalité beaucoup plus un contrat de salaire en nature qu'un contrat de colonage partiaire.

Nous devons enfin indiquer aussi que le bail à cheptel simple est d'un usage assez fréquent dans le Bas-Armagnac, soit dans la partie est, soit dans la partie ouest. Il est également pratiqué en Chalosse. Dans d'autres ré-

(1) De Métivier, *Agriculture et défrichement des Landes*.

(2) V. annexe III.

gions du métayage, au contraire, il est interdit au colon de tenir sur la métairie des animaux qui n'appartiennent pas au cheptel de la métairie. Cette prohibition est notamment en usage dans la partie du département du Lot-et-Garonne qui se trouve sur la rive gauche de la Garonne et qui est une région voisine de la Ténarèze.

Dans le Haut-Armagnac, et plus particulièrement dans les cantons de Condom et de Valence, on connaissait autrefois un colon partiaire pour la culture de la vigne. Ce colon partiaire était l'auxiliaire du propriétaire et cultivait généralement des parcelles de vigne réservées pour le propriétaire. Le partage de la récolte se faisait à moitié fruits et ce vigneron pouvait être employé par le propriétaire comme un ouvrier ordinaire. Il se distingue du brassier en ce qu'il n'a pas, comme son voisin du Haut-Armagnac, le logement gratuit et la jouissance d'un jardin. Il n'était que vigneron, et souvent il était petit propriétaire.

§ 2. — Conditions du métayage.

Dans cette étude, nous nous placerons strictement au point de vue économique, nous étudierons seulement les apports des deux parties et de quelle manière se fait le partage des produits.

A. — *Apports des parties.*

a) Le cheptel mort comprend dans l'Armagnac les instruments agricoles, outils à la main, charrues et charret-

tes, et aussi le matériel de vendange, de vinification et de distillation. Le matériel de vendange, de vinification et de distillation est toujours apporté par le propriétaire. En principe, au contraire, les instruments agricoles sont la propriété du métayer. Il y a trente ans, l'outillage agricole était d'ailleurs très peu développé. La faucheuse même était presque inconnue. Aussi cet apport de matériel n'est pas une partie considérable du capital d'exploitation. Dans le département du Gers, et en général dans la Gascogne, à cette époque, les instruments de culture sont fournis par le métayer comme dans le Bas-Armagnac.

b) Dans l'Armagnac, le gros bétail est toujours confié par le propriétaire au métayer.

Le système du cheptel de fer n'y est pas pratiqué comme il l'est dans d'autres régions de métayage. Dans l'Allier, en particulier, le propriétaire fournit le cheptel, quelquefois en entier, souvent en très forte proportion, mais en laissant une portion en dehors, dont la moitié est remboursée par le métayer. C'est une manière, pour le propriétaire, de diminuer un peu la charge d'un capital assez considérable immobilisé dans le domaine et d'y faire contribuer son associé; c'est aussi un moyen de partager plus complètement les risques à courir sur le bétail. Si le métayer n'a pas d'économies, ce qui se présentait autrefois, mais ce qui est rare aujourd'hui, le propriétaire fait l'avance et en retire intérêt jusqu'à ce que le colon ait réalisé assez de bénéfices pour le rembourser (1).

(1) De Garidel, *Le métayage en Bourbonnais, Réforme sociale*, 1884, et Seuillet, *Le métayage*, thèse Paris, 1905.

Le cheptel est entièrement fourni par le propriétaire, même dans les cantons de Gascogne, où l'élevage est florissant, dans le Marmandais et le Bazadais. Dans le département des Landes, il n'en est pas ainsi ; le métayer fournit quelquefois le cheptel et quand il le fournit, il le fournit en entier. Ce système se rencontre quelquefois dans le Marsan et plus souvent dans la Chalosse. Dans ce cas, le métayer a la faculté d'acheter tous les animaux tant de labour que de rente. La totalité des fourrages leur est délaissée moyennant une somme annuelle et collective ou bien moyennant une indemnité de 6 à 10 francs pour chaque tête de gros bétail. Cet usage est d'autant plus remarquable qu'il se rencontre dans un pays où le métayage est prospère et sur des domaines bien administrés. Il était suivi sur les quatre métairies formant l'exploitation à laquelle fut attribuée la prime d'honneur, pour le département des Landes, en 1873.

Dans le Marsan et dans les Petites Landes, où le troupeau de moutons, comme dans les Grandes Landes, est toujours la propriété du maître, on trouve la combinaison suivante : le propriétaire prête au métayer gratuitement une somme de 300 francs pour participer à l'achat d'une paire de bétail de travail. Le métayer paie un droit annuel variable, mais ne dépassant guère 10 francs. Cet usage est courant dans les landes des environs de Gabarret. On le trouve également dans les landes de Nérac et dans les landes du Bazadais. C'est encore une des variantes du cheptel de fer à cela près que le propriétaire ne subit

de ce chef aucune perte et ne perçoit aucun bénéfice. Cette pratique s'explique par ce fait que dans la région boisée des landes, les propriétaires n'attendent ni du champ ni du bétail des bénéfices sérieux. Ce qu'ils veulent en faisant cultiver les terres, c'est attacher au sol une population qui leur est indispensable pour l'exploitation des forêts de pins.

c) Les porcs étaient dans le Bas-Armagnac fournis par le propriétaire. L'usage était sur ce point le même à Eauze qu'à Nogaro et à Cazaubon. Les porcs ne donnent lieu d'ailleurs qu'à un élevage très restreint. Chaque métairie élève deux porcs. Il n'en est pas de même des oies et des canards, qui surtout dans la partie sud-ouest sont une branche d'élevage très développée. Villeneuve-de-Marsan est un centre pour cette spécialité ; Aire-sur-Adour était autrefois le principal marché. D'après les calculs de M. Duffourg-Bazin, une oie maigre vaut 4 francs, l'engraissement coûte 6 francs, la bête morte pèse 8 kilos valant 1 fr. 80, soit 14 fr. 40. Il y a donc un bénéfice de 4 fr. 40. Le canard, une fois engraisé, a coûté 5 fr. 50 et ne pèse que 5 kilos, mais il vaut 2 francs le kilo, soit 10 francs, d'où un bénéfice de 4 fr. 50 (1). Un tel revenu explique le nombre extraordinaire d'oies et de canards élevés dans toute cette région. Les oisons ou l'alliance sont fournis par le propriétaire.

Les poules sont, au contraire, dans le Bas-Armagnac, la

(1) Duffourg-Bazin, *Monographie du département des Landes*.

propriété du métayer. Il paie au maître, pour avoir la faculté de les élever, une redevance annuelle en volailles et en œufs dont l'importance varie avec celle des métairies.

d) La main-d'œuvre était, dans le Bas-Armagnac, en principe toujours fournie par le métayer, cependant on rencontrait certaines différences entre les diverses parties.

Dans l'Armagnac voisin des Landes et dans le sud-ouest, la règle ne souffrait pas d'exception. Les métayers assuraient la main-d'œuvre pour tous les travaux, même le dépiquage des céréales et, les vendanges. Le dépiquage se faisait au rouleau et, vu le peu d'importance des récoltes de grains, ne nécessitait pas un personnel très nombreux. Le métayer se procurait des vendangeurs, s'il ne pouvait, avec sa famille, assurer le travail ; il les payait et les nourrissait. Mais il était rare que l'on eût recours, pour cette opération, à la main-d'œuvre salariée. Dans les domaines comprenant plusieurs métairies, et en 1880 c'est la règle dans l'Armagnac landais, les métayers se prêtent aide mutuellement.

Dans l'est et le nord-est de la région, le propriétaire quelquefois contribue au paiement des vendangeurs ; les familles des métayers y étaient déjà à cette époque moins nombreuses qu'entre Nogaro et Villeneuve-de-Marsan. La main-d'œuvre également était d'autant plus chère qu'on s'avancait vers le nord, vers la vallée de la Garonne.

Le vignoble, et c'est là la principale raison de cette con-

tribution du maître aux frais de main-d'œuvre, y a souvent une plus grande étendue que dans les autres parties du Bas-Armagnac. Le propriétaire payait les vendangeurs qui étaient nourris par le métayer. Le propriétaire ne contribuait jamais aux dépenses nécessitées par le dépiquage des grains.

e) Les semences étaient, dans la plus grande partie du Bas-Armagnac, fournies par moitié par le propriétaire et le métayer. Dans les cantons landais voisins et dans les Grandes Landes et le Marensin, les semences sont généralement apportées par le métayer. Dans la Chalosse également, le métayer fournissait les semences. Dans le Haut-Armagnac comme dans le Bas-Armagnac, les semences sont en général fournies par moitié.

f) L'entretien du cheptel mort est dans la partie ouest du Bas-Armagnac entièrement à la charge du métayer. Le maître fournit seulement le bois pour les réparations. C'est le métayer qui paie le forgeron et le charron. Dans le Haut-Armagnac, le forgeron et le charron sont payés à moitié par le maître et le métayer. Dans la Ténarèze, on trouve les deux combinaisons. Le vétérinaire, les ferrures des bœufs, les castrations et les saillies sont payés par moitié dans tout le Bas-Armagnac.

B. — *Partage des produits.*

a) Le croît des gros animaux se partage par moitié ; c'est la règle générale du métayage et il n'y a sur ce point aucune particularité à signaler. Les porcs étaient également

partagés par moitié. Les oies, les canards et les dindons sont soumis au même mode de partage. Dans le Haut-Armagnac cependant, les oies, les canards et les dindons ne sont pas partagés par moitié. Le métayer fournissait un nombre d'oies à peu près égal au nombre d'hectolitres de blé semé.

b) Les céréales : blé, maïs, avoine, se partagent par moitié, en principe, dans toute l'étendue du Bas-Armagnac ; cependant, vers l'est de la région, dans les parties du canton de Montréal, d'Eauze et de Nogaro qui confinent au Haut-Armagnac, le propriétaire prélevait souvent la dîme, c'est-à-dire le onzième de la récolte avant le partage. Dans le Haut-Armagnac, ce prélèvement était la règle.

Dans tous les cantons, les semences sont prélevées, avant toute opération de partage, par celui qui les a fournies.

Dans la partie ouest de la région, on ne prélevait la dîme sur les céréales que rarement et seulement sur les meilleures terres. Dans les parties Armagnac des cantons de Villeneuve-de-Marsan et de Gabarre, aucun prélèvement n'était fait. Même dans les parties landaises de ces cantons, les récoltes n'étaient pas partagées par moitié. Dans les Petites Landes, en effet, le propriétaire n'a généralement que les deux cinquièmes des seigles, maïs et millade. Cette proportion s'abaisse au $\frac{1}{3}$ et quelquefois même au $\frac{1}{4}$ dans les Grandes Landes. Mais il faut remarquer que les semences sont alors fournies par le métayer et ne sont pas prélevées avant le partage.

Dans la Chalosse, la part du métayer est également plus forte que celle du propriétaire, soit pour le blé, soit pour le maïs, soit pour le tabac. Mais ainsi que nous l'avons dit, les semences sont fournies par le métayer et souvent le bétail est sa propriété. Les proportions du partage varient d'ailleurs dans toute l'étendue des Landes suivant que le bétail est ou n'est pas la propriété du métayer ; les conditions du bétail influent ainsi sur les proportions du partage des grains.

c) Le vin était partagé par moitié dans le Bas-Armagnac et le propriétaire prélevait toujours la dîme, en général le $1/11^e$, quelquefois le $1/10^e$ ou le $1/12^e$. Le même mode de partage était usité pour le vin, dans le Haut-Armagnac et dans la Chalosse.

En résumé, dans l'ensemble de la région, la part du métayer du Bas-Armagnac pour les céréales, plus forte que dans le Haut-Armagnac, est moins forte que dans les Landes, et cela tient au degré de fertilité des terres qui est dans le Bas-Armagnac supérieur à celui des terres des Landes et inférieur à celui des collines de marnes et de mollasses du Haut-Armagnac. La culture de la vigne, culture riche en comparaison des médiocres céréales du pays, a introduit avec elle la dîme.

En Gascogne, la dîme est généralement prélevée dans les cantons à sol fertile, elle n'est que très exceptionnellement remplacée par une prestation en argent. Cet usage, si général, au contraire, dans le centre de la France, ne se trouve guère en Gascogne que dans le Marmandais

et le Marmandais est à l'extrême limite, puisqu'il occupe surtout la vallée de la Garonne (1).

Quelle est la nature de ce prélèvement, soit dîme, soit impôt ? Cette question n'a pas, à vrai dire, pour le métayage gascon, l'importance qu'elle a aux yeux des auteurs qui ont étudié le métayage du Centre et en particulier le métayage du département de l'Allier. Là en effet on a cru trouver le modèle du bon métayage, le métayer n'y est pas un misérable tenancier, mais un associé apportant à l'œuvre commune une main-d'œuvre au complet et des capitaux. En d'autres termes, l'égalité des apports des deux parties y est réalisée et il devenait par cela même embarrassant d'expliquer cette prestation colonique. Le métayer jouant dans la production un rôle égal à celui du propriétaire, il devrait, en toute justice, percevoir exactement la moitié des fruits.

Une première explication de ce prélèvement a été proposée. On a dit qu'il était l'équivalent de l'impôt payé par le propriétaire. Cette opinion est souvent émise par les propriétaires de Gascogne et aussi par les propriétaires du Centre. Les usages locaux du département du Gers disent très nettement : « la dîme représente l'impôt qui est à la charge du propriétaire. » Les auteurs agronomiques sont unanimes à rejeter cette opinion. Il est très facile, en effet, de montrer qu'il n'y a aucune correspondance entre le chiffre de l'impôt et la valeur de la prestation et ils ont

(1) *Usages locaux du département de Lot-et-Garonne*, p. 32.

également fait remarquer que l'esprit du métayage répugnait à faire supporter au métayer l'impôt foncier. Le propriétaire devant apporter à l'association son domaine absolument libre de toute charge.

Il est certain aussi que la dîme ou l'impôt ne résulte pas davantage d'anciennes traditions. Dans le Bas-Armagnac, en particulier, la dîme, comme nous l'avons vu, n'est apparue qu'avec le développement de la culture de la vigne. Aussi a-t-on cherché une explication plus complète. Voici celle qu'en a donnée M. de Tourdonnet et qui est conforme d'ailleurs à celle qui est donnée par les auteurs qui se sont spécialement occupés du métayage dans le centre de la France.

« La prestation colonique est financièrement, mathématiquement, le remboursement en bloc et par voie d'abonnement des avances faites par le propriétaire, de son concours effectif dans les choses de l'association, de revenus impartageables qu'a palpés le métayer, pendant l'exercice courant. Dès qu'il y a équilibre entre les droits du propriétaire et les avantages faits au métayer la prestation colonique, réduite à l'état d'équation, n'est plus qu'un rouage logique, utile, indispensable, d'exploitation rurale, un élément simplifié de calcul et de caisse. « Partout où le chiffre en est élevé, nous sommes convaincu, ajoute de Tourdonnet, que ces chiffres répondent à des améliorations foncières considérables, à des avances de toute sorte qui ont placé les métayers, dès leur entrée; dans une condition exceptionnellement favorable et se

sont traduites sans transition par un accroissement de revenu. » Mais, et ceci est un point important aux yeux de l'auteur, quelle que soit la situation du métayer, il ne doit solder qu'un prélèvement équivalent au montant des services qu'il reçoit. Dès que le chiffre de la prestation est fixé arbitrairement et dépasse certaines limites, celui qui l'impose « commet non seulement un acte répréhensible, mais en même temps un acte de fausse administration, qu'aucun agriculteur ne saurait approuver (1) ». Et dans son *Traité pratique* le même auteur complète et résume sa pensée : « S'il y a des métayers qui ne possèdent rien à leur entrée, qui n'apportent que leurs bras, il y en a d'autres qui ont des avances, assez pour offrir des garanties sérieuses ; il y en a même qui sont en mesure de solder immédiatement la part de cheptel qui incombe normalement à leur situation. Ces métayers-là doivent-ils être traités comme ceux qui n'ont rien apporté ? la logique répond pour nous. Dès que le prélèvement est le remboursement d'une dette, une restitution, celui qui n'a rien emprunté, rien reçu, celui qui ne doit rien ne saurait y être soumis. Il entre de plain-pied dans son rôle de métayer ; il traite pour ainsi dire de puissance à puissance. »

La pensée de de Tourdonnet semble donc être celle-ci : là où l'égalité est parfaite entre les apports des deux parties, le partage doit être fait strictement par moitié ; là où les

(1) De Tourdonnet, *Situation du métayage*, p. 272 et suiv. ; *Traité pratique du métayage*, p. 250 à 266 ; de Garidel, *Le métayage dans le département de l'Allier, Réforme sociale*, 1884.

apports du propriétaire ont une valeur supérieure à ceux du métayer par l'importance du capital foncier et des capitaux incorporés au sol, le partage ne se fait plus exactement par moitié. C'est donc en dernière analyse la valeur de ce capital foncier et des capitaux immobilisés et la valeur du travail dans une région et pour un temps donnés qui fixent les conditions du partage des produits. C'est en un mot dire que l'association dans le métayage est soumise aux règles générales de l'échange. Sous cette dernière forme peut être un peu infidèle aux préoccupations de de Tourdonnet, l'explication est valable pour le métayage gascon. Le partage par tiers des céréales dans le Lauragais, un tiers au métayer, deux tiers au maître, la dîme de l'Armagnac et de l'Agenais, le partage donnant plus de la moitié au métayer dans la région landaise, sont le résultat du jeu divers de l'offre et de la demande. Nous en aurons une preuve décisive quand nous étudierons les modifications apportées par ces vingt dernières années aux conditions du partage dans le Bas-Armagnac.

CHAPITRE III

CONDITIONS DES AMÉLIORATIONS AGRICOLES DANS LES MÉTAIRES DU BAS-ARMAGNAC, VERS 1880.

Quand nous avons étudié de quelle manière la culture de la vigne a été introduite dans le Bas-Armagnac, nous avons montré les traits généraux du système de culture où elle avait pris place. Ce système, avons-nous dit, est relativement très extensif, les landes et les bois occupant environ 3.5/10 du sol et avec les prairies naturelles environ 6/10 du sol. Dans la partie voisine des sables landais, les landes, bois et prairies naturelles couvrent 7/10. Dans le Haut-Armagnac, les bois disparaissent presque entièrement, les landes n'occupent plus qu'une surface très restreinte, les prairies naturelles, le nombre des sources étant bien moins considérable que dans le Bas-Armagnac, sont également moins étendues.

Les touyas sont la conséquence du voisinage des Landes proprement dites, et leur maintien semble encore, dans l'état actuel des choses, une nécessité. Elles jouissent en tout cas dans l'Armagnac d'une faveur toute particulière. Les touyas de ce pays fournissent, avec un pâturage presque continu, une coupe de litière ou thuié tous les deux ou trois ans. M. Risler en fixe le rendement triennal à

150 à 200 quintaux métriques de litière (1) formée d'environ parties égales de bruyères, ajoncs et graminées diverses. C'est là un très beau produit. Le prix de cette production, que les cultivateurs achètent quand leurs fermes n'en produisent pas suffisamment, est de 4 francs par voiture de 70 bottes, ce qui correspond par hectare (avec un rendement de 5.000 kilogrammes secs tous les 2 ans) à 57 fr. 20. La dépense pour la coupe et pour la mise en bottes est de 10 francs par hectare. Il reste 47 fr. 20, soit 23 fr. 60 par an. Beaucoup de landes donnent des produits plus considérables. Les cultivateurs l'apprécient surtout pour sa régularité. Grâce à la thuie, ils peuvent fabriquer un fumier riche et fort bien approprié par sa nature physique au sol des coteaux. Les terres arables sont loin de leur offrir des bénéfices aussi assurés. Les bonnes landes se vendent à peu près au prix des terres arables. Il ne saurait donc être question de restreindre l'étendue des landes dans le Bas-Armagnac. Les prairies artificielles d'ailleurs y réussissent mal (2).

Les luzernières y sont très difficiles à établir et ne pourront jamais y occuper une surface considérable. Il n'en existait pour ainsi dire pas vers 1880. Quelques parcelles de trèfle appelé dans le pays « farouch » constituaient toutes les prairies artificielles.

Les prairies naturelles occupent environ 2,5/10 du sol dans le Bas-Armagnac, cette proportion tombe à 2/10

(1) E. Risler, *Géologie agricole*, t. III, p. 289.

(2) Berthault, *art. cit.*

dans la Ténarèze. Ce développement relativement considérable des prairies tient au grand nombre de sources et le Bas-Armagnac est sous ce rapport bien mieux partagé que le haut pays (1). « Peu de régions, dit M. Jacquot, présentent autant de facilités pour l'irrigation que la grande plaine située au pied des Pyrénées. » Aussi, l'étendue des prairies pourrait-elle être augmentée dans le Bas-Armagnac de même que dans toute la région. Les travaux faits de 1852 à 1862 pour dériver les eaux de la Nestle n'intéressent pas le réseau hydrographique du Bas-Armagnac.

Le rendement des prairies de cette région est plutôt faible, et les efforts des agriculteurs devraient se diriger vers l'augmentation de ce produit. La moyenne ne dépasse guère 2.500 kilogs de foin sec à l'hectare (2). Elle est très faible et implique l'existence de foins à peine fauchables dans nombre de situations. « On trouve des vallées étroites et sinueuses, où l'eau trop abondante, donne une végétation vigoureuse, mais mal constituée, des zones marécageuses, des tourbières. » L'acide phosphorique surtout fait presque toujours défaut.

Les terres arables occupent environ 1.5/10 du sol du Bas-Armagnac. L'assolement généralement suivi est triennal, on ne trouvait qu'exceptionnellement, il y a trente ans, l'ancien assolement biennal. La formule est la suivante :

(1) V. *suprà*, Introduction, p. 14.

(2) Berthault, *art. cit.*

1^{re} année : jachères, fourrages verts, prairies artificielles, fèves, haricots, pommes de terre.

2^e année : froment.

3^e année : maïs ou avoine.

Le rendement du froment qui est assez bon sur les bouldes quaternaires descend beaucoup sur les sables fauves et sur les glaises bigarrées. L'emploi des engrais phosphatés serait indispensable pour compléter l'action des marnages et des fumures. La végétation des froments est très belle au printemps, mais la grenaison n'est pas en rapport avec le développement herbacé. L'échaudage compromet souvent la récolte. Le rendement varie entre 8 et 12 hectolitres à l'hectare. Cette culture pourrait être plus productive si on la restreignait aux terres bien constituées, convenablement marnées et fumées ; on obtiendrait alors des rendements variant de 18 à 22 hectolitres à l'hectare.

Le maïs est en général traité comme le blé, d'une façon un peu sommaire. Il n'a qu'une faible végétation et ne donne par son « écimage » et son « effeuillage » qu'une bien petite provision de fourrage avant une médiocre récolte de grains. « Il y a pour cette plante comme pour le froment d heureuses exceptions et quand on choisit et quand on prépare judicieusement le sol, le maïs pousse vigoureusement sous ce climat qui réalise toutes ses exigences. »

Nous avons vu déjà de quelle manière se faisait la culture des vignes anciennes et souligné l'importance des

terrages qui donnent avec ces terres battantes et coulantes d'aussi bons résultats que des fumures (1).

C'est donc vers l'amélioration des prairies, l'aménagement et la fertilisation des terres arables, la fertilisation et l'entretien du vignoble que se portent les efforts de l'agriculteur de l'Armagnac. Voyons comment ces améliorations sont réalisées dans les métairies.

Au moment où nous nous plaçons, l'usage des engrais chimiques est exceptionnel et les baillettes de cette époque sont généralement muettes à leur endroit, Mais il n'en est pas de même pour les marnages et les transports de terre.

En premier lieu, pour ce qui concerne les prairies, il est d'usage de faire des levées de terre le long des ruisseaux qui bordent les prés bas. C'est qu'en effet les ruisseaux d'Armagnac, à sec ou à peu près pendant la saison chaude, enflent démesurément à la saison des pluies et inondent les prairies qui les bordent. Cet état de choses provient du déboisement qui aurait commencé peu après 1783, époque à laquelle fut permise la circulation des grains à l'intérieur de la France. Les sources ont été ainsi tarées et les coteaux dénudés ont laissé couler, avec les eaux pluviales non retenues, les particules les plus fines de leur terre.

Les rivières sont donc fréquemment chargées de matières en suspension, et les eaux déposent sur les prairies des

(1) Voir *suprà*, p. 39.

sables siliceux très ténus qui abiment les fourrages et dé-tériorent même la « sole ». Cet inconvénient est surtout sensible dans le Haut-Armagnac et dans la Ténarèze où les bois n'occupent plus qu'une surface restreinte. Les bail-lettes spécifient souvent que ces levées seront entretenues gratuitement et qu'elles seront faites moyennant une in-demnité de 2 à 4 sous par mètre cube.

Les marnages sont relativement faciles à réaliser dans le Bas-Armagnac, car le calcaire de l'étage inférieur de l'Armagnac affleure à la partie inférieure de toutes les vallées. Toutes les marnes n'ont pas d'ailleurs la même valeur. En général, on paie les journées au métayer, mais pas au prix des journées des ouvriers ordinaires qui, pour l'homme et un attelage, vaut environ 6 francs à Nogaro. Le propriétaire paie au métayer 2 francs à 2 fr. 50 tout au plus la journée d'homme et d'animaux. Ces conditions sont celles du canton de Nogaro et du canton d'Eauze. L'indemnité est moins forte à Villeneuve-de-Marsan. Quel-quefois les propriétaires obtiennent l'opération gratuite-ment. La chaux est toujours payée par le propriétaire, et le plus souvent le métayer la transporte et la répand gra-tuitement.

Les terrages doivent être faits souvent gratuitement par les métayers, mais les propriétaires soucieux de la bonne tenue de leurs terres paient au métayer une indemnité de 1 à 2 sous par tombereau de terre transportée.

L'entretien des vignes était, il y a trente ans, entière-ment à la charge des métayers. Cet entretien était d'ail-

leurs peu coûteux. Les céps du Bas-Armagnac n'étaient pas échalassés. Les céps morts étaient remplacés par de simples boutures prélevées sur les céps vigoureux. Aucun traitement anti-cryptogamique n'était fait.

Les propriétaires obtenaient de leur métayer des plantations nouvelles à des conditions extrêmement avantageuses. Les vignes étaient en plein rapport à partir de la quatrième année ; on abandonnait aux métayers le produit des trois premières années ; quelquefois on leur permettait une récolte la première année dans les rangs de vigne, dont le produit leur appartenait en totalité. Cette plantation ne demandait pas de défoncement préalable. La plantation se faisait sur un labour ordinaire et toujours à simple bouture.

La taille, opération délicate, était faite par le métayer sans indemnité ; cependant, là où les propriétaires désiraient que cette opération soit faite avec soin et dans de bonnes conditions, ils accordaient certains avantages aux métayers. De faibles variations de la quotité de la dîme suffisaient pour arriver à ce résultat.

La direction de l'étable a toujours, dans l'Armagnac, appartenu au propriétaire. L'élevage avait d'ailleurs surtout pour but la production d'animaux de travail, beaucoup plus que l'engraissement et la production de viande pour la boucherie. « Une cause puissante d'infériorité subsistera d'ailleurs, quoi qu'on fasse, pendant longtemps. Par suite d'habitudes anciennes, le lait est, dans tout le Midi, un produit encore moins demandé que la viande.

Dans le sud-est, on se sert de l'huile pour la préparation des aliments ; dans le sud-ouest, on emploie la graisse. L'usage du beurre et du lait commence à s'introduire, mais il faudra beaucoup de temps pour qu'il devienne général et en attendant le plus puissant des encouragements, celui qui a le plus contribué à multiplier le bétail de l'Angleterre et au nord de la France, manquera aux producteurs (1). »

On peut donc dire en résumé que le propriétaire de l'Armagnac obtenait de son métayer les améliorations culturales à des conditions très avantageuses. Cependant, ces améliorations n'étaient pas poursuivies régulièrement dans toute l'étendue de la région : Indemnité pour les marrages, indemnité pour les transports de terre, avantages divers aux métayers n'étaient d'un usage régulier que dans la partie sud-ouest, entre Nogaro et Villeneuve-de-Marsan, où le métayage semble avoir été conçu dans un esprit plus progressif où il est du moins une institution plus solide et plus stable que dans le Haut-Armagnac.

Dans le Haut-Armagnac, le métayage ancien semble avoir été conçu dans un tout autre esprit, et c'est sans doute du métayage gascon en général que Léonce de Lavergne disait au milieu du siècle dernier, à propos du métayage du sud-ouest : « Le métayage a deux faces, et s'il montre quelquefois la solidarité des intérêts, il peut en montrer aussi l'opposition ; c'est cette dernière tendance

(1) Léonce de Lavergne, *Economie rurale de la France*, p. 322.

qui domine malheureusement ici (1). » Au lieu de chercher l'augmentation de sa part, dans l'accroissement des revenus communs, le propriétaire s'applique à rogner la portion de son associé, et celui-ci le lui rend bien. « Ainsi compris et pratiqué, le métayage n'est plus une association, c'est un combat. »

Cependant, toutes les fois que le propriétaire a pris l'initiative d'améliorer le métayage en substituant la bonne harmonie des intérêts à leur antagonisme, en consentant pour arriver à cette transformation de légers sacrifices momentanés, l'expérience montre qu'il a obtenu de très bons et de très durables résultats.

Ils seraient arrivés même à créer un état d'esprit plus conforme à leurs intérêts bien compris s'ils étaient intervenus plus activement dans la culture. Un exemple remarquable à bien des points de vue en a été fourni par M. de Dampierre, sur le domaine du Mineur. Il s'agissait non seulement d'améliorer sur certains points un domaine bien équilibré, mais de transformer le système de culture. Le Mineur est situé dans le canton de Grenade-sur-Adour, entre Cazères et Lussagnet, à environ quelques kilomètres à peine de la limite du canton de Villeneuve-de-Marsan, et à la même distance du canton de Nogaro, la constitution du sol est celle du sol du Bas-Armagnac. Les marnes et mollasses ou poudingues à ciment calcaire de la formation lacustre se trouvent dans la partie inférieure du val-

(1) Léonce de Lavergne, *Economie rurale de la France*, p. 313.

lon, où coule le ruisseau de l'Aglairre, ruisseau qui sépare en deux parties le domaine. La masse principale des co-teaux se compose partout de sables fauves, surmontés d'îlots de glaises bigarrées épars sur la plaine haute du Mineur. Ces sables fauves sont très argileux et si imperméables qu'il a fallu drainer une grande partie de la propriété. Ce drainage fut fait suivant les nouvelles méthodes (tuyaux cylindriques en terre cuite, placés bout à bout en lignes parallèles). Le travail de M. de Dampierre fut un des premiers de ce genre exécutés en France, et probablement le premier dans la région du sud-ouest.

En 1850, quand M. de Dampierre prit possession du Mineur, les deux tiers de la plaine haute étaient en landes ; dans le vallon, ce n'étaient que fondrières, fourrés inextricables d'aunes, de lianes, de ronces, auxquels se trouvaient mêlés de beaux chênes, indices pour lui de la qualité du sol qu'il voulait conquérir à la culture. Et, en effet, grâce à ses drainages, défoncements, marnages, solages, engrais chimiques, et surtout grâce à l'extension qu'il donna immédiatement à la culture des trèfles et des luzernes, et, par conséquent, à la production du fumier, il a réussi à nourrir un nombreux et beau bétail et à établir des vignes de Folle-Blanche très productives.

Tout en donnant sur la ferme du Mineur, qu'il cultivait à sa main, l'exemple, le président de la Société des agriculteurs de France a tenu à conserver, sur le reste de ses terres, des métayers qui n'ont pas tardé à suivre la voie qu'il leur montrait. Voici d'ailleurs quelles sont les conditions du métayage usitées au Mineur.

Le métayer entrant dans une métairie prend les bestiaux et le mobilier agricole de l'exploitation, les chars, tombereaux, charrues, etc., à dire d'experts.

Le coût du bétail est à moitié profit.

Tous les fourrages naturels et artificiels sont abandonnés au métayer et doivent se consommer sur la métairie.

Toutes les récoltes de blé, maïs, orge, avoine, vin, etc., sont partagées par moitié.

Le propriétaire prélève sur ces récoltes seulement, mais non sur les fourrages, le dixième de la récolte, à titre d'indemnité pour le paiement de l'impôt foncier et mobilier qui reste à sa charge ; pour la valeur locative des bâtiments qu'il livre au métayer et dont l'entretien reste entièrement à sa charge ; pour la fourniture du bois de chauffage et du bois d'ouvrage, nécessaire à la confection ou à la réparation de ses outils aratoires.

Les porcs destinés à l'élevage ou à l'engraissement sont fournis tous les ans au métayer des deniers du propriétaire, et, à une époque déterminée, il est fait compte des produits qui sont partagés par moitié.

La volaille reste la propriété des métayers ; ils en jouissent exclusivement, à la condition de donner tous les ans au propriétaire huit poules, huit poulardes, huit chapons et six douzaines d'œufs.

Le propriétaire fait extraire à ses frais par des ouvriers étrangers, soit la marne, soit le sable calcaire, soit la terre dont il juge le transport nécessaire sur les pièces de la métairie, et le métayer doit exécuter ce transport du lieu d'extraction dans l'intérieur des terres.

Le propriétaire fournit tous les ans une certaine quantité de chaux ou de sable calcaire de Saint-Gein, et le métayer n'entre dans aucun des frais d'acquisition, il doit seulement le transport de ces denrées sur ses terres.

En vue de coopérer pour une faible part aux travaux de la ferme centrale, qu'il visiterait peut-être peu sans cela, chaque métayer est obligé de fournir tous les ans sept journées et demie de travail par chaque paire de bœufs que compte la métairie, moyennant une indemnité de 1 fr. 50 par chaque journée de travail d'un attelage.

En dehors de cette redevance, il est expressément défendu aux métayers, sous peine d'une amende de 5 fr. par chaque charroi, d'employer leurs attelages à aucun autre travail que celui de la métairie ; les charrois détournent pour un mince bénéfice les hommes et les bestiaux de la culture d'une manière désastreuse, et on veille avec soin à ce qu'il n'en soit pas ainsi. Les métayers doivent exécuter tous les ans le curage des fossés qui entourent les pièces et transporter les terres là où elles paraissent le plus utiles ; ils doivent également entretenir les tertres, les haies, barrières qui se trouvent sur la propriété et le torchis de leurs bâtiments.

S'il y a mécontentement de la part du propriétaire, celui-ci est toujours le maître de renvoyer son métayer, il doit seulement le prévenir à une époque déterminée, et le métayer ne s'en va qu'après la récolte faite.

Les conditions ordinaires des baux n'ont pas été chan-

gées ; la dîme est maintenue. Il n'y a pas d'indemnité pour les transports de terre. Malgré cela, la bonne tenue du domaine du Mineur faisait obtenir à son propriétaire la prime d'honneur pour le département des Landes en 1865 (1).

Il est également remarquable que le bail est fait pour un an, renouvelable seulement chaque année par tacite reconduction pour une nouvelle année, ce qui est l'usage général dans l'Armagnac. Le canton d'Eauze seul fait exception. La durée ordinaire des baux y est de trois ans, mais renouvelables par tacite reconduction pour un an seulement (2).

Cet usage est ancien ; et les baux notariés que nous avons consultés, soit du commencement du siècle dernier, soit de la fin du xviii^e siècle, sont tous faits, sinon pour trois ans, du moins pour deux ans. Partout ailleurs, à Cazaubon, à Nogaro, à Montréal, à Condom, à Gabarret, à Villeneuve-de-Marsan, les baux sont faits pour un an. Nous n'avons pu avoir la raison de cette particularité des usages du canton d'Eauze. Qu'elle que soit la durée prévue par la baillette, les métayers demeuraient il y a trente ans pendant de longues années dans les mêmes métairies. Et plus longtemps relativement dans les cantons de bon métayage.

On peut dire qu'avec le métayage, dans l'Armagnac, il suffit, pour que les améliorations soient réalisées, que

(1) D'après Risler, *Géologie agricole*, t. III, p. 347 et suiv.

(2) *Usages locaux de l'arrondissement de Condom*, p. 24.

le propriétaire sache prendre la direction de sa métairie avec des connaissances spéciales et quelques capitaux Il en est de même dans toute la Gascogne. Et en particulier dans le Marmandais où la principale source de revenus est l'élevage de la belle race bovine garonnaise. On fait des constatations analogues pour les améliorations faites avec le métayage dans les départements du centre et de l'ouest. Il suffira, pour en donner une preuve concluante, de rappeler l'exemple classique des améliorations si considérables et si avantageusement faites par M. Bignon sur le domaine de Teneuille (Allier).

Les améliorations les plus importantes à réaliser étaient les suivantes : aménagement des terres au point de vue de l'écoulement des eaux, défrichement et défoncement des terres, chaulage des terres labourables, création de prairies naturelles et culture, sur une grande surface, des prairies artificielles, choix de meilleures races de bétail, alimentation raisonnée, élevage et engraissement de la race bovine charolaise, emploi de machines et d'instruments perfectionnés, assolement de cinq ans.

Voici les procédés employés : le propriétaire renonce à toute redevance en argent désignée dans le pays sous le nom « d'impôt colonique », le métayer ne devant plus payer à l'avenir d'autre redevance en argent que l'impôt sur la propriété paie réellement à l'Etat. Il renonce également à tout prélèvement de beurre, fromage et lait que l'usage consacre à son profit. Les cultures à entreprendre, le travail à exécuter, les spéculations sur

l'élevage et l'engraissement du bétail sont raisonnés entre le propriétaire et le métayer pour chaque saison, de même que les travaux extraordinaires ne sont exécutés que lorsqu'ils ont été arrêtés par le propriétaire et le colon qui fixent chaque fois et d'un commun accord dans quelle proportion chacun d'eux y participe.

Ainsi donc deux sortes d'avantages généraux sont faits au colon, abandon de certaines redevances soit en nature, soit en argent et prise en considération de ses intérêts et de ses avis pour toutes les améliorations à entreprendre. Quoique la direction de la culture appartienne au propriétaire, on peut parler d'une véritable association du colon à la direction du domaine.

Pour chaque travail entrepris, des avantages particuliers lui sont faits. Le chaulage est réalisé aux conditions suivantes : le propriétaire paie la chaux employée, le colon en fait le transport avec les animaux de trait du domaine.

Le propriétaire fournit les engrais nécessaires pour la création des luzernes et des prairies naturelles, il rembourse au colon sa part de dépenses de la chaux employée dans les champs transformés en prairies permanentes, lorsque le chaulage n'a pas cinq années de durée ; il donne au colon une prime de cinquante francs par hectare quand ces prairies ont été bien créées.

Le propriétaire fournit le cheptel, les machines perfectionnées et prélève seulement la moitié des produits. Il abandonne au profit du métayer les primes en argent obtenues dans les concours et expositions agricoles.

A ces conditions, M. Bignon obtint une amélioration aux labours qui furent augmentés de 5 centimètres en profondeur, comparativement à ceux de la période précédente et l'exécution fidèle des clauses du contrat « sans que ce contrat ait donné lieu à aucune difficulté » (1).

Le contrat spécifiait que le métayer devait avoir sous ses ordres continuellement le nombre d'hommes nécessaires (soit 6 pour la métairie considérée).

En 1849, M. Bignon achetait Theneuille, à raison de 366 francs l'hectare, le domaine avait une étendue de 302 hectares composés presque exclusivement de landes, marais et prés marécageux et donnait alors un revenu de 6 francs par hectare. Trente ans après, en 1879, par les moyens que nous venons de décrire, il avait porté la valeur moyenne d'un hectare de terre à Theneuille, pour les domaines en bloc, à 2.000 francs. En ce qui touche le domaine de M. Bignon, l'ancien revenu qui était de 6 francs était arrivé, dès 1877, à 92 fr. 66, et chacun des 446 hectares composant le domaine revenait, prix d'achat et prix d'amélioration foncière réunis, à 874 fr. 43. L'opération était donc fructueuse au point de vue de la plus-value foncière acquise, puisque l'hectare revenant à 874 fr. 43 se vendait couramment dans le pays 2.000 francs. Elle était non moins fructueuse pour les capitaux d'exploitation fournis par le propriétaire, puisque d'un revenu de

(1) C'est ce qu'affirme Lecouteux « qui a eu la bonne fortune de voir les hommes et les choses de cette entreprise ». Cf. E. Lecouteux, *Economie rurale*, t. II, p. 62.

1 fr. 13 pendant le régime antérieur à 1849, la propriété de Theneuille était parvenue en 1877 à un revenu de 9 fr. 80 0/0 de capital (1). Ces résultats financiers prouvent bien que rien dans cette œuvre d'amélioration ne fut dicté par la fantaisie d'un propriétaire amateur. Et ils donnent à l'exemple toute sa portée.

M. Bignon a eu la rare fortune de découvrir exactement les possibilités de son entreprise, ainsi que les moyens propres à en assurer le développement. Il est bien évident que tous les essais d'amélioration par le métayage n'ont pas donné aussi facilement de semblables résultats. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est la facilité avec laquelle M. Bignon s'est assuré le concours de ses métayers. Les avantages pécuniaires généraux sont assez minimes : l'impôt colonique ne devant pas dépasser 10 francs par hectare à cette époque et le métayer restant chargé des impôts réellement payés à l'Etat ; les redevances en nature qui lui sont abandonnées ne représentent pas une bien grosse somme. Mais les conditions morales ont été renouvelées, la bonne harmonie des intérêts a remplacé leur antagonisme et c'est là la véritable condition des améliorations déterminant toutes les autres.

Le contrat ne prévoit pas d'une manière explicite les conditions de toutes les améliorations foncières, énumérées dans le plan. En particulier, il ne dit pas comment seront réalisés les travaux pour l'aménagement des eaux ;

(1) E. Lecouteux, *Economie rurale*, t. II, p. 58.

de Gasparin, dans son *Traité du Mélayage*, indique comment il a obtenu de semblables opérations. Il s'agit, dans l'exemple qu'il donne, d'ouvrir un fossé d'écoulement pour un terrain dans lequel les récoltes se noient fréquemment ; « on fera l'estimation du travail, on en paiera la moitié au colon, on laissera l'entretien à sa charge et l'on s'engagera sur l'autre moitié à lui payer autant de trentièmes de sa valeur qu'il s'en faudra qu'il ait quitté la ferme avant le terme de trente ans, après lequel l'ouvrage sera acquis au propriétaire. J'ai obtenu par ce procédé, dit-il, des choses qui paraîtraient bien plus difficiles, telles que de nouvelles plantations de vignes. Ce contrat est basé sur la supposition qu'en trente ans, les bénéfices de l'opération ont remboursé le travail et les intérêts (1) ».

Les améliorations foncières sont faites surtout dans l'intérêt du maître ; elles s'incorporent d'une manière permanente au fonds, créant ainsi une plus-valeur qu'un simple entretien conserve. Le métayer ne profite de cette plus-valeur, d'une manière appréciable, que s'il reste assez longtemps dans la métairie. Il sera d'autant plus porté à collaborer à des améliorations, qu'il aura une plus grande confiance dans la durée de son bail. La bonne harmonie entre ses intérêts et les intérêts du propriétaire assure seule cette durée, faisant désirer au métayer rester dans la même exploitation et faisant désirer au propriétaire de le conserver.

(1) De Gasparin, *Mélayage*, p. 67.

La longue durée du bail est donc pour les améliorations foncières permanentes une condition importante. Elle joue également un rôle important dans toutes les opérations culturales de longue haleine, comme sont la création de luzernes ou le chaulage des terres.

Les améliorations du bétail s'obtiennent toujours des métayers aux conditions ordinaires du contrat : le partage du croît. Le troupeau étant très généralement fourni par le propriétaire, le cheptel est tel que celui-ci le fait. Dans les grandes propriétés, il a l'achat des étalons et des génisses, comme l'achat des bœufs et des vaches ; il distribue les génisses entre ses métairies et garde son ou ses étalons dans sa réserve, faisant au métayer une obligation stricte de conduire à son étable leurs génisses ou leurs vaches. Les soins quotidiens au bétail sont obtenus très facilement des métayers, en général ils montrent souvent même une grande émulation sur ce point.

Nous pouvons maintenant après ces analyses apprécier la portée de la théorie de de Gasparin sur la difficulté des améliorations avec le métayage.

Le propriétaire ne recevant que la moitié du produit de ses améliorations, et le cultivateur la moitié du produit de ses cultures, l'un et l'autre doivent être peu empressés à s'y livrer. Le propriétaire s'interdira tout projet d'amélioration dont le produit ne sera pas le double du taux ordinaire de l'intérêt des capitaux, de même, il faut que la culture perfectionnée paie au métayer plus du double de ses avances ; or, des opérations donnant un profit aussi

considérable sont rares. « Rappelons-nous, en effet, que si l'on obtient 2 de produits avec 1 de culture, l'on n'obtiendra pas 4 de produits avec 2 de culture, mais par exemple 3. Ainsi le métayer, dans le premier cas, obtiendra 1 de produits pour sa part de chaque culture, mais il n'obtiendra que 1 1/2 dans le second cas, où il aura voulu perfectionner ses méthodes de travail, et le propriétaire, qui n'aura fait aucune avance, aura vu augmenter de 1 1/2 la rente de ses fonds. Au contraire, quand le propriétaire fera une dépense d'amélioration sur le fonds, ce sera le métayer qui retirera la moitié du produit sans frais de mise. L'un et l'autre doivent nécessairement répugner à ces entreprises.

« Le propriétaire et le métayer sont donc enfermés dans un cercle étroit de culture qu'ils ne peuvent franchir sans renoncer aux conditions principales de leur contrat (1). »

Il est bien évident que si l'on ne veut rien changer aux conditions principales du contrat, c'est-à-dire au partage par moitié de tous les produits, en laissant tous les frais d'exploitation à la charge du colon, les améliorations de la culture rencontreront au moins les difficultés signalées par de Gasparin, car le métayer est incertain de la durée de son bail et peu de perfectionnements donnent des produits exactement mesurables. Mais il n'est pas certain que le rigide et uniforme partage par moitié, non plus que le désintéressement complet du propriétaire des frais d'ex-

(1) De Gasparin, *Métayage*, p. 58.

exploitation, soient les conditions principales du contrat. Aussi ne peut-on voir dans cette page de de Gasparin que la preuve de ce qu'on ne peut en principe arriver aux perfectionnements qu'en faisant fléchir des conditions trop rigides pour peser avec justice les intérêts divers du métayer et du propriétaire. C'est d'ailleurs ce que déclare de Gasparin lui-même : « Peser avec justice les intérêts divers du métayer et du propriétaire, tel est le secret des améliorations (1). »

Nous pouvons aussi maintenant comprendre le sens de la discussion qui partage les économistes sur le point de savoir si le métayage est plus ou moins progressif que le fermage à rente fixe. Dans cette discussion, quand on parle du fermage, c'est au fermage amélioré que l'on pense, c'est-à-dire à un fermage qui garantit au tenancier à la fin de son bail le remboursement des améliorations foncières qu'il a faites. C'est qu'en effet le fermier ne sera bon administrateur et améliorateur que s'il est certain de retrouver entièrement ses avances. Il ne dépensera pas de capitaux s'il ne doit pas, non seulement retirer l'intérêt, mais encore amortir ses capitaux pendant la durée de son bail ; il n'enrichira la terre que s'il est sûr d'être indemnisé de cette plus-value, sinon il se souciera peu de l'appauvrir du moment que les conséquences de cet appauvrissement ne doivent devenir sérieuses que lorsqu'il l'aura abandonnée. Il faut donc ajouter au contrat des stipulations pour

(1) De Gasparin, *Métayage*, p. 69.

garantir à la fin du bail les intérêts respectifs des deux parties. Ces stipulations donnent lieu aux plus grandes difficultés. Supposons-les résolues. On se trouve en présence de deux sortes de fermiers : ceux qui n'ont pas de capitaux suffisants pour entreprendre des améliorations de quelque importance et ceux qui peuvent assumer seuls les risques de changements considérables dans la culture ou dans l'aménagement du fonds. Ces derniers fermiers réunissent en une seule main la force de travail et les capitaux. On ne saurait leur comparer aucun métayer et l'on peut dire que le fermage est plus progressif que le métayage en ce sens qu'il connaît à la fois les améliorations par le propriétaire et les améliorations par le fermier, le métayage n'étant susceptible de faire progresser la culture que lorsque le propriétaire intervient et par sa direction et par ses capitaux. Mais les fermiers du premier genre sont l'exception. Dans le plus grand nombre de cas, le propriétaire est obligé d'intervenir pour que certaines améliorations soient durablement réalisées, aussi bien s'il exploite avec des fermiers que s'il exploite avec des métayers. Dans ce cas, les progrès sont-ils plus facilement réalisés avec le fermage qu'avec le métayage ?

De Gasparin dit excellemment : « Ce ne sera pas d'une clause absolue qui dicte un assolement à un fermier que nous attendrons un résultat important ; nous ne prétendons pas être doué de cette force créatrice qui fait quelque chose de rien ; nous nous persuaderons bien que s'il est vrai que l'introduction d'un assolement est un

des plus grands bienfaits pour un domaine, s'il augmente la valeur de la terre et le prix du fermage, c'est par une avance de capitaux qu'on obtient ce résultat et qu'il y a de la témérité ou trop de confiance dans l'imbécillité de ceux avec qui l'on traite de croire qu'on réussira en leur disant l'équivalent de ceci : mon ami, voilà un plan excellent, tu vas l'exécuter, tu y dépenseras ton argent et dès que tu commenceras à en jouir, j'augmenterai ton fermage ou je te chasserai (1). »

Et encore : « Il faut bien dire que cet esprit d'entreprise — si désirable chez un fermier — ne marche guère sans cupidité. Et c'est à l'ambition du fermier qu'il faut s'adresser pour en obtenir ces travaux qui doivent changer la face du domaine. Il faut s'accoutumer à l'idée que c'est pour lui qu'il travaille et que ce n'est que secondairement qu'on en profitera, et ne pas vouloir courir après ces vertus romanesques, ce dévouement à notre service, cet enthousiasme désintéressé pour l'art qui se trouve bien rarement. C'est son intérêt propre que le fermier consultera, c'est lui qui lui fera découvrir et poursuivre la route des améliorations, et le talent du propriétaire consistera à lier les intérêts de la propriété à ceux du fermier, de sorte qu'ils soient indivisibles (2). »

Ainsi donc pour le métayage comme pour le fermage, le secret des améliorations est dans le concours des intérêts du propriétaire et du métayer. Elles ne seront possibles

(1) De Gasparin, *Fermage*, p. 125.

(2) De Gasparin, *Fermage*, p. 153.

que lorsque, par des concessions mutuelles, ils seront arrivés à asseoir leurs rapports sur des bases équitables et solides,

A quelles conditions, pour les travaux les plus importants, cet équilibre sera-t-il réalisé avec le fermage ? D'après de Gasparin, ce n'est jamais que sur un bail un peu long ou un moyen d'indemnités suffisantes qu'un fermier peut entreprendre de marner un domaine. Si les effets du premier marnage durent 24 ans dans le pays, les huit premières années supporteront la moitié de la bonification, les seize premières années les trois quarts et les huit dernières un quart seulement de la valeur de l'opération. Si donc le fermier marne au commencement d'un bail de huit ans, le propriétaire doit lui payer la moitié de l'opération.

Ces conditions sont beaucoup plus onéreuses pour le propriétaire que celles que nous avons vu pratiquer dans le métayage de l'Armagnac où le propriétaire fournit seulement la marne.

Les changements d'assolement, si l'on veut réussir avec le bail à ferme, toujours en suivant la comptabilité de de Gasparin, entraînent pour le propriétaire des frais bien supérieurs à ceux qu'avaient nécessités, à Theneuille, par exemple, la création des luzernes : le fumier plus 50 francs de bonification par hectare créé.

Et le même auteur écrit : « Le soin d'un dessèchement ne peut guère, en thèse générale, être abandonné à un fermier. C'est ici que le propriétaire doit à son domaine

le sacrifice momentané de son temps, pour suivre les opérations, les faire complètement et avec économie (1). »

C'est dire qu'il doit exécuter ces travaux entièrement à ses frais.

Si le propriétaire veut améliorer ses bêtes à cornes, « il ne peut se dispenser de prendre tous les soins qui concernent la partie théorique et l'observation ; il doit sans doute les remettre à son fermier ; et c'est encore ici le cas de conclure avec lui une espèce de bail à cheptel pour les animaux améliorés qu'on lui a confiés. Quant aux vaches à lait, on peut l'intéresser par une prime à leur amélioration, sous la condition qu'ils suivront les directions qu'on leur donnera pour le choix des mères et des troupeaux » (2).

C'est avouer ou presque avouer la supériorité du métayage sur le fermage pour ce qui touche à l'élevage du bétail.

Aussi les partisans du métayage n'ont pas manqué de soutenir que, dans bien des cas, le métayage s'est montré aussi progressif, sinon plus progressif, que le fermage. Beaudrillart appelle cette thèse le paradoxe du métayage plus progressif que le fermage. « Dans la Mayenne, l'Anjou, la Sarthe, l'ancienne race bovine, mal conformée et donnant peu de lait, a été remplacée par la race Durham-Manceau, vigoureuse et particulièrement apte à un engraissement précoce. Supposez que l'exemple soit venu

(1) De Gasparin, *Fermage*, p. 84.

(2) De Gasparin, *Fermage*, p. 139.

de propriétaires riches faisant valoir sans métayers, il aurait été plus lentement et plus difficilement suivi. Les fermiers besogneux redoutent ces expériences et ont montré peu d'empressement. Le paradoxe d'un métayage plus progressif que le bail à rente fixe se soutient par la substitution des rouleaux de bois aux anciens fléaux, et de machines à battre aux rouleaux, l'introduction des char-rués Brabant double soc, l'application des engrais chimiques complémentaires du fumier (1). »

On a dit aussi dans le même sens que la métairie dans laquelle la bonne entente règne entre le propriétaire et l'exploitant est une véritable association et qu'elle a cette supériorité sur le meilleur fermage qui ne saurait jamais être qu'une entreprise individuelle où la même personne assume la direction et les risques. Le métayage peut devenir « l'union des forces, la solidarité de tous les instants, l'harmonie matérielle et morale de la possession et du travail, de la richesse et de la pauvreté, de l'intelligence et de l'exécution, de celui qui sait et de celui qui peut, devenir l'équilibre et la justice en matière d'exploitation rurale » (2).

Il faut sans doute faire des réserves sur l'efficacité productive d'une association du genre de celle qui est réalisée dans le métayage, car elle n'est ni une société pour la

(1) Beaudrillart, Le métayage en France, *Revue des Deux Mondes*, 1885.

(2) De Tourdonnet, *Traité pratique du métayage*, p. 325.

concentration de la production, ni une société dérivée de la division du travail.

On peut donc admettre que dans bien des situations la culture progresse aussi rapidement avec le métayage qu'avec le fermage. En faveur du fermage seulement, on doit dire qu'il permet les améliorations par le fermier seul et, ce qui mérite d'être remarqué, dans le cas où ce fermier est l'entrepreneur le plus capable et par ses connaissances spéciales et par ses capitaux.

Cependant, dans certaines régions, des améliorations importantes sont parfois entreprises par le métayer seul. Cela se rencontre assez fréquemment en Chalosse. La Commission chargée de visiter les domaines, en 1892, pour les prix culturaux de la Prime d'honneur, l'a signalé à diverses reprises. Un métayer dont la famille exploite la même métairie depuis 1865 a fait du drainage, créé des prairies, établi un vignoble entièrement à ses frais, « s'imposant ainsi, dit le rapporteur, des sacrifices que son propriétaire n'aurait pas mauvaise grâce à lui alléger » (1).

(1) Ardouin-Dumazet, *Voyages en France*, 30^e série, p. 248.

CHAPITRE IV

LE MÉTAYAGE DANS LE BAS-ARMAGNAC APRÈS 1880.

§ 1. — Le métayage du Bas-Armagnac depuis le mildew jusqu'à la crise viticole.

Le Bas-Armagnac a été longtemps favorisé sous le rapport du phylloxéra. Il a commencé ses ravages dans le haut pays vers 1875. Mais tandis que les coteaux d'Auch et de Mirande se dépouillaient de leurs cépages, le picpoul de l'Armagnac continuait à pousser vigoureusement. Longtemps les sables fauves ont marqué la limite des atteintes vers l'ouest. Le mildew a paru le premier, causant de véritables ravages et notamment en 1887 où il enleva à peu près toute la récolte. Le mildew a exigé trois traitements « que l'on s'habituaient peu à peu dans le pays à effectuer à des époques déterminées par l'état de la végétation ». Les résultats en furent si probants que les agriculteurs sulfataient régulièrement lorsqu'est survenu le black-rot, « dont la marche, malgré les sulfatages efficaces contre le mildew, a dérouté les viticulteurs ».

Dans cette région essentiellement contaminée au point de vue du black-rot, ce n'est plus trois traitements qu'il a fallu appliquer, ce sont 5 ou 6 pulvérisations complètes qu'on a dû faire.

La dépense annuelle par hectare pour ces traitements peut s'établir ainsi :

2 soufrages à 50 kilos de soufre.	20 fr.
5 sulfatages . 40 kilos de sulfate de cuivre à 0 fr. 65.	26 fr.
40 kilos de chaux à 0 fr. 05.	2 fr.
Main-d'œuvre.	32 fr.
Transports.	10 fr.
Réparations et amortissement.	2 fr. 72 fr.
Total	92 fr.

Ces pulvérisations dont le moment est difficile à déterminer requièrent la plus grande célérité.

C'étaient là non seulement des travaux dispendieux, mais d'une nouveauté déconcertante, et, pour ce qui concerne le black-rot, forcément conduits, dans beaucoup de cas, au hasard.

Les environs d'Eauze surtout furent atteints par le black-rot et c'est dans cette partie du Bas-Armagnac que l'on eut les plus grandes difficultés pour obtenir les traitements des colons partiaires.

Il ne put être question de faire supporter entièrement aux métayers les frais de sulfatage ; il y eut cependant une tendance générale et assez naturelle à obtenir d'eux gratuitement la main-d'œuvre. Le propriétaire payait seulement la moitié du sulfate de cuivre et de la chaux et fournissait les machines.

Si l'on n'avait eu à combattre que le mildew, les mé-

tayers, comme les autres agriculteurs, auraient pris assez facilement l'habitude de faire régulièrement les sulfatages aux conditions que nous venons d'indiquer. Mais les traitements supplémentaires et d'une grande difficulté que nécessitait la lutte contre le black-rot ne furent pas obtenus aussi facilement. Les frais devenaient considérables et le résultat incertain. Et ces travaux, presque continuels, ne laissaient plus de temps ni pour faner les prairies, ni pour biner les maïs, ni pour la moisson des céréales, ni pour les façons aux terres. Les métayers, qui avaient déjà une tendance à simplifier le plus possible les soins aux vignes, ne purent pas s'accoutumer à tout leur subordonner. Les expériences faites pour ce qui concerne les traitements supplémentaires nécessités par le black-rot ne donnaient point de résultats décisifs qui puissent garantir aux métayers la quasi-certitude de retrouver leurs avances. Enfin, ils apportaient à l'œuvre commune une somme de travail plus considérable que dans l'état de choses ancien, et peut-être les propriétaires eussent-ils dû encourager leurs efforts en suspendant pour un temps le prélèvement de la dîme sur le vin.

Le résultat fut le suivant : tandis que les vignobles en régie directe étaient souvent bien défendus, les récoltes des métairies étaient rarement préservées.

Ces inconvénients furent surtout ressentis dans la partie du Bas-Armagnac où le vignoble avait le plus d'étendue, c'est-à-dire dans la Ténarèze, dans le pays entre Eauze et Cazaubon et de même dans l'est de la région entre Eauze et Nogaro.

A ce même moment, les eaux-de-vie d'Armagnac arrivaient à des prix qu'elles n'avaient pas atteint depuis de longues années. C'est qu'en effet le phylloxéra avait vers 1885 déjà dévasté la plus grande partie des vignobles, non seulement du Haut-Armagnac, mais des autres régions viticoles. Le Cognac, en particulier, ne produisait presque plus d'eaux-de-vie et les commerçants de cette dernière région venaient de plus en plus nombreux aux marchés d'Eauze où se tient une sorte de bourse des eaux-de-vie d'Armagnac.

Aussi beaucoup de propriétaires se décidèrent-ils à abandonner le métayage. Dans certains cas, on a pu enlever les vignes aux colons partiaires sans désorganiser les métairies, la réserve seule s'est accrue. Dans d'autres cas, on a mis toute l'exploitation en régie directe.

Il est assez difficile de préciser l'étendue du recul du métayage dans le Bas-Armagnac depuis 1880 jusqu'à 1894, date de l'apparition du phylloxéra, sous la seule influence du mildew, du black rot. Ces deux dates correspondent assez exactement à celles des deux grandes enquêtes agricoles. Mais celles-ci ont été établies pour l'ensemble du département du Gers, et les évaluations, du moins celles de la statistique de 1882, sont très approximatives.

	1882		1892	
	Nombre	Superficie	Nombre	Superficie
Régies directes . . .	74.128	969.650	69.845	349.300
Métairies	4.409	86.881	7.599	139.200
Fermes.	780	13.265	1.255	26.900
Total	79.317	1.069.796	78.699	515.400

Il est peu probable que l'on ait pu enregistrer entre ces deux dates un mouvement en avant aussi accentué du faire-valoir indirect, soit du métayage, soit du fermage. Les surfaces occupées par l'ensemble des diverses exploitations ne sont pas comparables. Il y a entre elles un écart de près de 50.000 hectares.

On peut dire que c'est surtout dans les parties où le métayage était le moins solide, et basé sur de moins bonnes habitudes et de moins bons principes, que le mouvement d'abandon a commencé. Nous connaissons ces parties : ce sont l'est de la région et les environs d'Eauze. Ainsi que nous l'avons déjà montré, la famille y est moins nombreuse et moins solide que vers l'ouest et le sud-ouest et le système de culture également se ressent du voisinage du Haut-Armagnac. Les touyas ont moins d'étendue et ne sont pas remplacées dans une proportion suffisante par les cultures fourragères.

Le recrutement des ouvriers agricoles était d'ailleurs assez facile encore il y a vingt-cinq ans, sous la forme de domestique à l'année et de journalier ou de brassier-journalier. Ce dernier est appelé brassier, comme cette sorte de colon partiaire que nous avons trouvée dans les Landes et dans les parties voisines du Bas-Armagnac. Il est logé par l'employeur qui lui assure la jouissance gratuite d'un jardin et d'un bout de champ et lui permet l'élevage de la volaille. Le propriétaire lui donne encore 5 sacs de blé par homme et une certaine quantité de vin. Il reçoit un salaire variant de 18 à 20 sous par jour de tra-

vail, il doit être continuellement à la disposition du propriétaire. La femme du brassier recevait, quand elle était employée, un salaire variant entre 10 et 15 sous par jour. Les brassiers-journaliers, surtout répandus dans l'ouest et le sud-ouest, étaient encore assez nombreux il y a trente ans dans les cantons de Montréal, d'Eauze et de Cazaubon.

Les gages des domestiques à l'année ne dépassaient pas 400 francs à Condom, 350 francs à Eauze et à Montréal, 250 à 300 francs à Cazaubon, 250 francs à Nogaro, 200 fr. à Villeneuve-de-Marsan.

Il est également remarquable que la période où les eaux-de-vie et les vins du Bas-Armagnac ont atteint les prix les plus élevés, correspond à la période des prix les plus bas pour les céréales. Tout pouvait donc être subordonné à la vigne et cette circonstance fut encore favorable à la reprise des métairies en régie directe.

L'ordre de choses nouveau né des maladies cryptogamiques n'était pas encore consolidé lorsque le phylloxéra fit son apparition. La récolte de l'année 1893 avait été une récolte extraordinaire. L'année suivante, de larges taches phylloxériques apparaissaient et d'immenses surfaces périssaient successivement. Cependant, il faut dire que beaucoup de vignes ont péri bien plutôt des effets des maladies cryptogamiques insuffisamment combattues que des atteintes du phylloxéra.

Quoi qu'il en soit, la reconstitution s'imposait si l'on voulait conserver à l'Armagnac le principal de ses produits : le vin.

Or, cette opération était non seulement coûteuse, mais délicate. Les nouveaux cépages devaient être adaptés aux sols que nous avons décrits (1), et les anciennes méthodes de culture ne pouvaient suffire à aucun des plants qui remplaçaient le robuste picpoul, ni aux plants américains greffés, ni aux plants directs.

Les vignes nouvelles ne se contentaient plus des deux labours anciens de déchaussage et de chaussage avec un décavaillonnage. « La Folle-Blanche restait vigoureuse en effet sur les terres battues et durcies, couvertes dès l'automne d'une herbe haute dans laquelle disparaissaient les troncs des souches. » Les vignes reconstituées veulent un sol maintenu propre et meuble. Au lieu de deux labours, c'est quatre labours qu'il a fallu faire et des binages répétés. Le sol que ne retiennent plus les herbes est plus facilement entraîné par les eaux pluviales, partout où la pente est sensible, les travaux de terrage ont donc été ainsi rendus plus considérables et quelquefois même il faut établir de petits barrages au bas des sillons pour retenir la terre. Les plants américains greffés en Folle-Blanche sont exigeants sur la qualité du sol et sont aussi sensibles que les anciennes vignes de picpoul au black-rot.

Si l'on voulait conserver la qualité des eaux-de-vie, on était obligé de préférer ces plants greffés aux plants directs qui se contentent de sols médiocres, sont moins sensibles aux maladies cryptogamiques, moins exigeants de toute

(1) *Suprà*, Introduction, p. 8 et suiv.

manière et dont la plantation est bien moins coûteuse que celle des vignes greffées.

Voici deux tableaux dressés par M. Berthault qui donnent une idée très exacte de la complication et des frais de la nouvelle culture, tant pour les plants greffés en Folle-Blanche que pour les producteurs directs.

VIGNES GREFFÉES.

Première année.

		Par hectare
Défoncement à la charrue.	200 00	
Tracé et curage des allées.	50 00	
3.333 plants de racines greffés	466 60	
Plantations	37 50	
3.333 piquets mis en place	140 00	
Chaussage à la charrue	30 00	
Binage.	12 50	
Echaussage et chaussage.	60 00	
Ebarbage.	15 00	
	1.011 60	1.011 60

Deuxième année.

Déchaussage.	30 00	
Décavaillonnage.	18 00	
Taille	7 50	
Binage.	12 50	
Remplacements	25 00	
Levage.	17 50	
Liage	25 00	
Chaussage.	30 00	
Déchaussage	30 00	
Décavaillonnage.	18 00	
Ebarbage	15 00	
Chaussage.	30 00	
Sulfatages.	18 00	
	259 00	259 00
A reporter : 1.011 60 + 259 00		1.270 60

Report 1.270 60

Troisième année.

Remplacements.	5 00	
Taille	25 00	
Remaniement des piquets . . .	15 00	
Mise sur fils de fer, 3 rangs . . .		
100 piquets de tête.	30 00	
700 piquets intermédiaires . . .	182 00	
Fil de fer n° 14, 450 kilos . . .	148 50	
Fil de fer n° 19 pour culées . . .	4 00	
Agrafes	5 00	
Pierres pour culées	2 00	
Trous.	3 00	
Mise en place	2 00	
Pose des piquets de tête	4 00	
Pose des piquets intermédiaires .	24 00	
Pose des fils.	20 00	
Liage des ceps	12 50	
Osier	10 00	
Liage des astes	12 50	
Ebourgeonnage.	6 25	
Déchaussage : deux façons . . .	60 00	
Décavaillonnage	36 00	
Chaussage	60 00	
Terrage	20 00	
Levage des pampres	25 00	
Sulfatages	72 00	
Soufrages.	22 50	
Ebarbage.	10 00	
	817 25	817 25
		2.087 85
Soit au total : 1.011 60 + 259 + 817 25 .		2.087 85

PRODUCTEURS DIRECTS.

Première année.

		Par hectare
Défoncement	200 00	
3.333 plants racinés	133 20	
Plantations	37 50	
3.333 piquets	140 00	
Chaussage	30 00	
Binage.	30 00	
Déchaussage.	60 00	
		613 20

Deuxième année.

Taille	7 50	
Déchaussage.	30 00	
Décavaillonnage	18 00	
Liage	12 50	
Levage	7 50	
Chaussage : deux façons.	60 00	
Terrage	7 50	
Chaussage	30 00	
Remplacements.	15 00	
		188 00

Troisième année.

Remplacements	5 00	
Taille	25 00	
Mise sur fils de fer.	455 50	
Liage	12 50	
Osier	10 00	
Ebourgeonnage.	6 15	
Déchaussage.	30 00	
A reporter		801 20

Report	801 20
Décavaillonnage	18 00
Chaussage	30 00
Levage	25 00
Deux binages ou hersages	20 00
Sulfatages	21 60
Soufrages.	11 50
	670 10
Total	1.471 30

La vigne greffée impose donc, pour arriver à la troisième année, une charge de 2.000 francs environ par hectare et les producteurs directs une dépense de 1.500 francs environ. Il s'agit donc de tripler à peu près la valeur de l'hectare de terre sur laquelle on projette une plantation. Les sols que l'on veut planter en vignes greffées valant à peu près 1.000 francs, les sols sur lesquels on se propose d'établir des plants directs n'ayant guère une valeur supérieure à 600 francs. On peut donc facilement se rendre compte des difficultés que l'on aura à exécuter des opérations de ce genre avec le métayage, surtout lorsque ces difficultés s'ajoutent à celles que l'on a déjà à surmonter pour obtenir une application convenable des traitements anti-cryptogamiques.

Pour arriver à mener à bien une reconstitution, le métayer apportant même le concours d'une entière bonne volonté, le propriétaire devait assumer la presque totalité des frais. On ne pouvait espérer arriver à une reconstitution sérieuse d'un vignoble de quelque étendue, en imposant aux métayers une large contribution.

Le vignoble du Bas-Armagnac n'a pas été atteint par le phylloxéra, dès les premières années, dans toutes ses parties. Le phylloxéra a ravagé d'abord l'est de la région où les calcaires de l'étage lacustre ont un développement important, sa marche a été bien plus lente sur les brousses recouvrant les sables fauves et la destruction vers le sud-ouest ne s'est opérée que peu à peu. Ainsi donc c'est par la région où le métayage était le moins prospère que le phylloxéra a commencé ses ravages. Cette même région avait eu également le plus à souffrir des maladies cryptogamiques.

Nous en avons vu les propriétaires hésiter à continuer l'exploitation de leurs anciens vignobles avec des métayers et reprendre souvent la direction complète de leur exploitation. La nécessité de reconstituer devait en décider un plus grand nombre à remettre en régie directe les propriétés qu'ils avaient exploitées jusqu'alors en métayage. Ce fut le cas de tous les propriétaires de métairies qui, enrichis par la récolte de 1893 et espérant des cours élevés pour les vins et les eaux-de-vie pendant encore de longues années, voulurent profiter de la reconstitution pour augmenter l'importance de leurs vignobles.

Cependant de nombreux propriétaires manquaient des ressources nécessaires pour opérer un changement dans le mode de faire-valoir de leur domaine. C'était le cas de beaucoup de ceux qui n'avaient pas su ou pas pu obtenir de leurs métayers de bons soins aux vignes dans les dix dernières années. Ces épreuves renouvelées avaient rendu

encore plus précaire la situation de beaucoup d'entr'eux.

Lors de l'enquête de 1886, les affaires de beaucoup de propriétaires de l'Armagnac étaient déjà souvent embarrassées : « Le chef de famille a rarement l'intelligence des méthodes ou l'habitude d'un travail régulier ; il exploite à l'aide de bras étrangers, et faute d'une direction constante, il ne retire que des résultats incomplets. Sa situation l'oblige à une tenue relativement coûteuse ; l'éducation et l'établissement de ses enfants absorbent, quand ils ne les dépassent pas, les revenus de la culture ; de là, les dettes graduelles, l'affaissement insensible et finalement la dislocation du domaine (1). » A ceux-là le métayage a rendu de grands services et leur a permis de traverser cette rude période sans un effondrement complet.

Souvent aussi, comme cela s'était produit lors de l'extension du vignoble, les propriétaires, sans renoncer entièrement au métayage, n'ont reconstitué les vignes que dans la réserve, laissant dans les métairies les vignes anciennes très peu productives, là où elles n'étaient pas complètement mortes, ce qui avait lieu dans les meilleures situations. Le plus souvent le vignoble a été reconstitué d'un seul tenant et on en a donné une partie à moitié fruits à chaque métayer. Dans ce cas, la reconstitution a été faite entièrement aux frais du propriétaire et sous sa direction avec des ouvriers étrangers.

Ainsi donc, avant 1900, dans les grandes propriétés des

(1) *Enquête de 1866. Rapport du président de la XVII^e section*, cité par Berthault.

parties est et centrale, même là où l'on a conservé des métayers, les reconstitutions sérieuses ont été faites entièrement aux frais du propriétaire et c'est une règle qui deviendra générale dans la suite pour tout le pays et aussi bien pour les propriétés qui ne comprennent qu'une seule métairie que pour celles qui en comprennent plusieurs.

Au début, en effet, certains propriétaires ont essayé d'obtenir gratuitement des métayers le travail des plantations, leur fournissant seulement les plants, les piquets et les fils de fer. Ils ont pu parfois réussir à obtenir à ces conditions des reconstitutions en plants directs. Mais il n'y a pas d'exemple de bonne reconstitution en plants greffés obtenue à ces conditions.

§ 2. — Le métayage dans le Bas-Armagnac après 1900.

La période aiguë de la crise viticole va de 1900 à 1907. Elle correspond à la fin de la crise sur les céréales. Il y a un fait contemporain dont l'importance ne saurait être exagérée, qui a contribué à aggraver la situation créée par la mévente des vins. Les bras, qui jusque-là n'avaient pas trop fait défaut dans l'ensemble du pays, deviennent rares et le Bas-Armagnac souffre à son tour de la disette de main-d'œuvre.

Nous nous proposons de rechercher quelles modifications ces faits nouveaux ont apportées à l'emploi et aux conditions du métayage.

En 1900, le vignoble avait été reconstitué au nord-est,

à l'est et au centre de la région, entre Nogaro et Eauze et entre Eauze et Cazaubon et aussi à Montréal. Le métayage n'est plus pratiqué qu'exceptionnellement dans ces cantons, et le plus souvent par des propriétaires qui sont empêchés par leur manque de loisirs ou par défaut de capitaux de pratiquer la culture directe. Dans l'Armagnac landais et dans la partie sud-ouest, la reconstitution était très peu avancée. Dans ces dernières régions, le métayage s'était maintenu avec ses conditions anciennes. On pouvait cependant déjà remarquer une tendance de la part des métayers à réclamer la diminution de la dîme à cause de la plus forte somme de travail qu'ils devaient fournir.

La crise viticole a eu pour effet d'interrompre la reconstitution du vignoble en annulant les bénéfices que donnait la vigne. Cette diminution des revenus a été plus sensible dans les parties où les vignes avaient été refaites, l'amortissement des capitaux engagés étant rendu très difficile sinon impossible, et comme cette région correspond avec celle où le vignoble est le plus étendu, c'était la principale branche de revenus qui se trouvait atteinte. En même temps que la reconstitution du vignoble, le mouvement de reprise des métairies en régie directe était ralenti.

L'abandon du métayage n'aurait pas cessé si à la mévente des vins n'était venue s'ajouter la difficulté du recrutement de la main-d'œuvre. L'avilissement du prix des vins dans la période 1900-1907 ne constitue pas un phénomène nouveau et les périodes de mévente antérieures

n'ont été marquées, semble-t-il, par aucun changement dans l'emploi des divers modes de faire-valoir.

La population du département du Gers n'a cessé de diminuer depuis 1842.

1815 . . . 298.000 1872 . . . 284.717

1842 . . . 312.000 1881 . . . 281.532

1906 : 231.088

Depuis 35 ans, de 1880 à 1906, le Gers s'est vidé de plus de 50.000 habitants. La densité est tombée à 36.7, à peine supérieure à la densité du département des Landes : 31.3.

Cette crise de la population, qui se préparait en silence depuis longtemps, a commencé vers 1875 et n'a cessé de s'aggraver depuis, pour devenir alarmante dans ces dernières années. « Ce n'est pas une crise superficielle et passagère, comme aurait pu la produire la mévente du blé ou du bétail, ou même comme l'a produite le phylloxéra, écrit M. Emmanuel Labat, elle est autrement profonde et redoutable, puisqu'il s'agit de la disparition de la main-d'œuvre agricole, elle est semblable aux grandes crises du temps passé, après la guerre de Cent Ans, après les famines et les pestes. Et encore ces grandes crises d'autrefois avaient quelque chose de fortuit et d'accidentel, car on ne peut entrevoir la fin d'une guerre, d'une famine, d'une peste. Mais que penser du mal qui dépeuple la Gascogne sous nos yeux, qui semble atteindre la race dans ses germes pour l'empêcher de se reproduire ? Que penser en présence d'une race qui meurt ? » (1)

(1) Dr Emmanuel Labat, *En Gascogne. L'abandon de la terre*, *Revue des Deux-Mondes*, août 1910.

Cependant la poussée des populations des campagnes vers les villes, quoique sensible en Gascogne, est moins marquée que dans d'autres régions. On émigre surtout en effet dans les pays pauvres et à population abondante. Comment émigrerait-on beaucoup de villages aux territoires fertiles où la population, par l'effet de l'hyponatalité, se raréfie et se fond à vue d'œil, « où ceux qui restent n'ont qu'à s'étendre pour se mettre à l'aise en prenant la place des disparus ».

Le même phénomène d'abandon des campagnes s'observe à peu près partout et provient de causes générales sur lesquelles tout le monde est d'accord, la facilité des communications, les appels incessants de la ville à la population des campagnes, la disparition de la petite industrie villageoise, le service militaire, « la fascination des salaires élevés, le mirage d'une vie que l'on croit plus facile et plus douce ».

« Mais si le phénomène est plus intense ici que partout ailleurs — et le fait n'est que trop vrai — c'est que des causes, particulières, locales, interviennent. » D'après M. E. Labat, la première est que depuis 40 ans la Gascogne a eu largement sa part dans le gouvernement de la France ; la deuxième est que les naissances y sont tombées à un niveau très bas (aucun groupe ethnique dans le monde ne présente une hyponatalité pareille à celle des départements gascons). La vie rurale en Gascogne souffre encore d'un autre mal, à savoir l'ébranlement et la dislocation de la famille agricole, plus marqué ici que partout ailleurs.

Une dernière influence détourne les jeunes gens de la terre : c'est celle de l'école. « Il se peut qu'ailleurs les influences de l'école soient moins fâcheuses ; il faut ici tenir compte de la race, les jeunes paysans sont des Gallo-Romains, à l'esprit clair et précis, à la parole facile, à l'imagination ardente, sensibles aux beaux récits, point rêveurs, point mystiques. L'enseignement, tel qu'il est, produit chez eux des résultats que nous avons bien souvent constatés : plus l'enfant se montre bon écolier, plus il profite des leçons, plus « il apprend », comme on dit, plus il enlève brillamment le certificat d'études et moins il aura d'enthousiasme pour la charrue (1). »

Cette crise de la population est moins vivement ressentie, il est vrai, dans le Bas-Armagnac que dans le haut pays. A ce point de vue encore, notre région marque la transition entre les plateaux de mollasses calcaires et la lande. Cependant le malaise est sensible dans les parties est et nord-est.

Cette rareté de la main-d'œuvre entraîne nécessairement sa mauvaise qualité, inconvénient beaucoup plus grave que le renchérissement des salaires qui est aussi dans une large mesure la conséquence de cette rareté. Les domestiques à l'année, nourris et logés, sont payés aujourd'hui à Condom 500 francs, à Cazaubon 350 à 400 francs, à Gabarret 320 à 350 francs, à Nogaro 350 francs, à Villeneuve-de-Marsan 250 francs. Ces prix

(1) E. Labat, *art. cit.*

ont augmenté en moyenne de 100 francs depuis trente ans (1).

On ne trouve plus de brassiers-journaliers aux conditions anciennes, ils sont devenus des domestiques logés chez eux, ils ont toutes leurs journées assurées. A Cazaubon ou à Nogaro, un brassier est aujourd'hui logé, a la jouissance exclusive d'un jardin, comme dans les périodes antérieures, on lui donne 480 litres de vin, 5 sacs de blé, et 300 à 350 francs. La brassière reçoit 20 sous par jour de travail. Ce n'est guère que dans les parties landaises des cantons de Villeneuve-de-Marsan, de Roquefort et de Gabarret, qu'ils n'ont pas leurs journées assurées, mais ils sont alors gemmeurs. Dans le canton d'Eauze, dans le canton de Montréal et dans la partie est du canton de Nogaro, les brassiers sont devenus rares et l'on ne trouve plus guère que des domestiques à l'année. Dans tout le Bas-Armagnac, les brassiers, comme les domestiques de métairies, préfèrent à leur situation celle de gens de maison. Dans l'Armagnac landais, les brassiers se recrutent parmi les anciens domestiques.

Une autre cause a également contribué à rendre plus difficile et moins avantageuse la régie directe, à savoir les beaux bénéfices que donnent actuellement l'engraissement et l'élevage du bétail. L'élevage, dans l'Armagnac, a devant lui un bel avenir, même avec les ressources actuelles. La lande et la prairie, mieux aménagées, peuvent porter

(1) V. *suprà*, *Les prix anciens*, p. 90.

un troupeau bien plus considérable. Et il s'est beaucoup accru dans toute la région, depuis 15 ans, surtout dans la partie sud-ouest et ouest où les touyas et les prairies sont plus étendues. Villeneuve-de-Marsan, en particulier, est devenu un centre d'élevage très important.

Si la culture de la vigne est particulièrement bien faite par la régie directe, on peut dire que l'élevage est la spécialité des métayers. Les domestiques n'ont aucun intérêt à ces spéculations sur le bétail et elles nécessitent dans le faire-valoir direct l'intervention incessante du propriétaire.

Nous avons signalé l'importance qu'avait déjà, dans la période précédente, l'engraissement des oies et des canards. Ces produits ont beaucoup augmenté de valeur dans ces dernières années, aussi sont-ils l'objet, dans toute la région, d'un élevage très florissant. Les domestiques ne peuvent rivaliser avec les métayers pour ces soins à la basse-cour.

Une autre raison encore tendrait à faire préférer le métayage au faire-valoir direct : c'est l'intérêt vital que l'on a dans le pays au développement des familles nombreuses. Or, les domestiques ayant des enfants trouvent difficilement des employeurs, les enfants sont une charge et gênent soit le propriétaire, soit le métayer, soit les autres domestiques. Le métayage, justement parce qu'il permet d'élever de nombreuses familles, pourrait, par sa généralisation, apporter quelque amélioration à l'état de choses actuel.

Pour toutes ces raisons, le mouvement de reprise en ré-

gie directe a non seulement cessé, mais depuis quelques années, le nombre des métairies augmente. Cependant il y a un certain nombre d'empêchements à un plus large retour au métayage. En premier lieu, le petit nombre de candidats capables de devenir métayers, qui est comme le petit nombre des bons domestiques le résultat de la diminution de la population agricole, car par candidat capable, on n'entend pas seulement un candidat sérieux et honnête, mais encore ayant une famille assez nombreuse et quelques avances. Le métayer également a perdu la confiance en la vigne, confiance qui était autrefois enracinée chez tous les agriculteurs du pays. Il est toujours un peu décontenancé par les soins incessants que demandent les vignes et par les nouveautés qui sont introduites dans les traitements presque chaque année. Ces travaux demandent d'ailleurs une intervention très active du propriétaire et les métayers d'Armagnac n'aiment point les cultures où ils ne peuvent avoir d'initiative et qui rapprochent leur condition de celle des salariés. Comme d'ailleurs beaucoup de ménages d'agriculteurs ont peu ou pas d'enfants, ils préfèrent être domestiques à l'année jusqu'à ce qu'il leur ait été démontré qu'ils ont plus d'avantages à devenir métayers.

Cependant, aujourd'hui des conditions très avantageuses sont faites aux métayers.

a) Dans tout le pays, la dîme sur le vin n'est plus qu'exceptionnellement prélevée, les propriétaires y ont renoncé aussi bien à Villeneuve-de-Marsan qu'à Nogaro, Cazaubon, Eauze et Montréal.

b) Les propriétaires fournissent partout les instruments perfectionnés, faucheuses, moissonneuses, râteaux, brabants, herbes, etc..., dont l'usage s'est beaucoup répandu depuis vingt ans. Le cheptel mort que fournissait autrefois le métayer n'est plus aujourd'hui qu'une bien petite partie de l'outillage.

c) A Montréal et à Eauze, où l'on a eu le plus grand intérêt à conserver des métayers, les propriétaires ont dû faire des sacrifices pour en avoir de bons et des nouveautés importantes se sont introduites. Pour que les métayers puissent consacrer tous leurs soins aux vignes et ne se laissent pas détourner par les travaux des céréales, les propriétaires leur ont assuré un minimum de blé. On rencontre fréquemment aujourd'hui dans les baillettes de ces deux cantons une disposition analogue à la suivante : « Si la part des preneurs dans la récolte de blé est inférieure à 25 hectolitres, le bailleur fera le surplus (1). »

d) Dans ces mêmes cantons, le propriétaire intervient pour le paiement de la main-d'œuvre que le métayer ne fournit plus tout entière à ses frais. Le propriétaire paie le tiers, quelquefois la moitié, quelquefois les deux tiers et même la totalité des gages d'un domestique. C'est là une innovation très remarquable, car dans le métayage, en principe, le métayer assure la main-d'œuvre. Elle ne s'est pas introduite dans l'ouest et le sud-ouest où les métayers, comme par le passé, apportent le travail à l'association. On ne leur

(1) V. Annexe I, 1^o, p. 122.

garantit pas davantage un minimum de blé. Ils assument toujours entièrement les frais de battages des grains et des vendanges, tandis qu'entre Eauze et Montréal, le propriétaire paie la moitié des frais du dépiquage des grains et le salaire des vendangeurs que le métayer doit seulement nourrir.

e) L'usage des engrais chimiques s'est également répandu dans toute la région. Ils sont généralement payés par moitié par le propriétaire et le métayer. Les chaulages et les marnages ne sont plus faits qu'exceptionnellement depuis 15 ans, les sulfatages et autres soins aux vignes absorbant tout le temps dont les métayers peuvent disposer.

f) On peut signaler aussi une tendance générale chez les métayers à refuser d'élever les porcs à moitié profit. Ils préfèrent payer aux propriétaires, pour avoir le droit de se livrer à cet élevage, un droit fixe qui varie de 3 à 6 fr.

g) Les plantations de vignes sont toujours faites aujourd'hui aux frais et sous la direction exclusive des propriétaires. Les sulfatages sont appliqués par le personnel de la métairie, le sulfate de cuivre et la chaux sont payés par moitié. Si d'autres traitements sont nécessaires, le propriétaire fournit la matière et le métayer fait le travail.

Les ceps morts sont remplacés par des plants fournis par le propriétaire, le métayer fait le travail. Dans la partie nord-est les vignes nouvelles sont appuyées sur des fils de fer, dans la partie sud-ouest et la partie centrale elles sont simplement échalassées; le propriétaire fournit toujours les piquets et le fil de fer.

En résumé, le métayage dans le Bas-Armagnac, comme il y a trente ans, est en concurrence seulement avec la régie directe et ignore, comme il y a trente ans, la ferme générale. Mais il n'y a plus dans la région l'homogénéité ancienne. La partie sud-ouest, où l'on n'a reconstitué les vignes des métairies que dans une faible proportion, et seulement dans ces cinq ou six dernières années, a aujourd'hui pour spécialité l'élevage du bétail, quoique beaucoup de vignes anciennes y aient subsisté. Le métayer assure le travail en entier, le propriétaire fournit le capital ; le partage se fait rigoureusement par moitié pour tous les produits.

Dans la partie nord-est où le vignoble a été reconstitué en grande partie avant la crise viticole, et sous la direction du propriétaire, le métayer est comme autrefois un vigneron en même temps qu'un éleveur et un agriculteur. Les soins multipliés que demandent les vignes, la rareté de la main-d'œuvre dans toute cette partie voisine de la moyenne Gascogne, donnent au travail une valeur telle que la balance penche en faveur du métayer. Le propriétaire, pour rétablir l'équilibre, supporte une partie de la main-d'œuvre étrangère, il assure aussi au métayer un minimum de revenu en blé.

Dans la partie centrale du Bas-Armagnac, la culture directe était déjà très fortement installée en 1880 ; elle s'est développée jusqu'à la crise viticole, mais depuis lors son développement subit un temps d'arrêt. C'est une région d'assez mauvais métayage, les agriculteurs y ayant été for-

tement éprouvés par la crise viticole et par les mauvaises récoltes de ces dernières années, la suppression de la dîme y est la seule nouveauté.

§ 3

Dans ce troisième paragraphe, nous rapprocherons très rapidement les modifications du métayage de l'Armagnac de celles que les modes de faire-valoir ont subies dans les régions voisines et dans le midi viticole. Les traits propres à ce métayage seront ainsi mieux mis en lumière, ainsi que les circonstances qui les ont modifiés.

Dans le Bas-Armagnac, le métayage a fait place à la régie directe quand il a fallu reconstituer le vignoble et bien peu de reconstitutions sérieuses ont été obtenues avec le métayage. Dans l'Aude et dans l'Hérault, où le métayage n'est pas pratiqué en temps normal pour l'exploitation des vignobles, il a été fait usage d'une sorte de métayage pour les plantations de nouvelles vignes. Voici quelles en étaient généralement les conditions. Le propriétaire fournit la terre défoncée ainsi que les plants de vigne, il supporte en entier tous les frais d'engrais pendant 3 ans, la moitié seulement pendant les années suivantes ; le colon, d'autre part, s'engage à fournir toute la main-d'œuvre nécessaire aux travaux de culture et de récolte. Pendant les trois premières années, la récolte appartient entièrement au métayer, ensuite elle se partage dans les proportions des $\frac{2}{5}$ seulement pour le proprié-

taire. A la fin du bail, ordinairement consenti pour neuf ans, le propriétaire reprend sa terre pour la faire valoir directement. Quand on a essayé de créer des vignobles dans les sables du littoral méditerranéen, on a eu encore recours à cette sorte de métayage : le propriétaire fournit le terrain et souvent construit un sellier et les bâtiments nécessaires pour loger le colon. Il fournit le matériel vinaire. Le métayer prépare le terrain et opère la plantation ; il fournit toute la main-d'œuvre. Il garde les récoltes des quatre premières années, donne la moitié des récoltes des années suivantes. A l'expiration du bail, le propriétaire donne au colon une prime variant de 100 à 440 francs par hectare de vigne planté (1).

Ces expériences ont donné de bons résultats. Les propriétaires ont supporté tous les frais, sauf ceux de main-d'œuvre ; enfin ils ont abandonné les produits de quatre années (les vignes américaines sont en plein rapport la quatrième année) ; les colons ont eu les $\frac{3}{5}$ de la récolte pendant les 5 années suivantes. A ces conditions, on aurait peut-être pu obtenir les reconstitutions dans l'Armagnac. Il faut cependant remarquer que c'est moins en face d'un métayage proprement dit qu'on se trouve que d'une sorte de salaire en nature.

Quelques essais curieux de colonage ont été tentés dans la même région, non plus pour la plantation, mais pour l'exploitation du vignoble.

(1) F. Seuillet, thèse. Paris, 1905 p. 98 et 99.

Après la mévente de 1900, les salaires des ouvriers tombèrent très bas : 1 fr. 75 à 2 francs pour 8 heures de travail. Des syndicats agricoles s'organisèrent entre les journaliers du pays (les domestiques venant de la Lozère, du Tarn et de l'Ardèche ; les ouvriers étrangers : Italiens ou Espagnols qui ne font que des travaux à la tâche, en furent exclus). Ce mouvement d'organisation commence en 1900 et se continue jusqu'au Congrès de la Confédération Générale du Travail tenu à Montpellier en 1902. Au Congrès de Béziers, en août 1903, les fédérations de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales deviennent des sections d'une Fédération générale de la région du Midi, qui adhère à la C. G. T.

Le 25 novembre 1903, les grèves commencent dans une commune de l'arrondissement de Béziers, le mouvement gagne bientôt Narbonne, puis Carcassonne, et en février 1904 arrive jusqu'à Montpellier. Ces grèves qui eurent un très grand retentissement, aboutirent à une augmentation du prix de la journée de travail. Le Congrès de Narbonne (août 1904) marque l'apogée du mouvement. Les ouvriers obtinrent des améliorations notables s'élevant jusqu'à 0 fr. 70 par jour plus des allocations de vin. En 1905, des syndicats mixtes sont créés et le mouvement révolutionnaire s'atténue. En 1906, les syndicats d'ouvriers agricoles sont en décadence (1).

(1) Augé-Laribé, *Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France*, 1907, et Desbordes, *Les syndicats de résiniers dans les Landes*, thèse Bordeaux, 1908.

Des difficultés ruineuses pour les propriétaires, déjà éprouvés par la crise viticole, résultèrent de ces conflits. Quelques-uns se décidèrent alors à adopter une sorte de métayage. Voici les principales conditions de ces contrats : Le bail est consenti pour un an, le propriétaire se réserve la direction absolue de l'exploitation. Le vigneron doit fournir toute la main-d'œuvre nécessaire à la culture. Il doit également se munir des instruments et attelages nécessaires à la culture ; s'ils sont insuffisants, le propriétaire paie la moitié du prix de location de ceux qu'il faudra en surplus. Les deux parties contractantes paient par moitié les engrais, les amendements, le soufre, le sulfate de cuivre, le charbon pour l'ébouillantage, etc. La vendange ne se partage pas en nature ; le propriétaire la loge dans sa cuve et vend lui même le vin au moment qu'il juge convenable ; la moitié du prix de vente revient au colon. Bien plus, le propriétaire se réserve le droit de mélanger la vendange avec les récoltes de ses autres propriétés, mais dans ce cas on compte 900 kilogrammes de vendange pour 7 hectolitres de vin. Si la vente est différée, le propriétaire donne un acompte au vigneron, fixé approximativement à la moitié de la part de ce dernier (1). Le propriétaire conserve donc la direction absolue de l'entreprise, tant pour la culture que pour la vente du vin. Le colon est un salarié en nature beaucoup plus qu'un associé. Pour qu'une telle combinaison puisse fonction-

(1) Seuillet, *op. cit.*, p. 103, et Convert, *Revue de Viticulture*, mai 1904. Voir Annexe n° IV.

ner, il a fallu fractionner l'exploitation des vignobles. Le métayer n'est pas logé par le propriétaire. Ce vigneronnage aurait donné d'excellents résultats. La culture étant soignée jusqu'en ses moindres détails et mieux qu'on n'aurait pu l'obtenir par la culture directe, dans le cas que cite M. Seuillet, le colon, sans aucune avance et sans aucun capitaux, aurait touché pour la culture de 4 hectares de vigne, dans ces conditions, 3.000 francs de produit net pour sa part, la première année, et la deuxième année 1.800 francs, « bien qu'il ait été malade pendant un certain temps, ce qui lui a occasionné une dépense de 600 francs ».

Ce métayage n'a pas eu une grande fortune. La meilleure situation de ces dernières années a sans doute fait renoncer à ces tentatives. L'enquête de 1909 est muette sur ces essais dans les trois monographies consacrées au Gard, à l'Hérault et à l'Aude. Quoi qu'il en soit, cet exemple prouve que dès 1904, quelques propriétaires du Midi n'hésitèrent point à confier leurs vignobles à des vignerons-métayers. La méfiance exagérée dont les propriétaires de l'Armagnac ont fait preuve à l'égard du métayage n'était donc pas en principe légitime et les mauvais résultats auxquels ils étaient arrivés avec ce mode d'exploitation furent la conséquence de leur trop faible contribution aux frais de la culture et de leurs trop grandes exigences.

Dans le Bas-Armagnac, le métayage a perdu du terrain à cause des difficultés relatives soit à la plantation, soit à

la culture des nouvelles vignes, et en faveur du faire-valoir direct. Nous avons montré aussi que la disette de main-d'œuvre, en rendant le faire-valoir direct difficile, avait provoqué une crise de la propriété foncière qui, beaucoup plus que la crise viticole, ramenait les propriétaires au métayage. Dans la partie sud du département des Landes, occupée par les cultures variées et l'élevage et aussi, mais subsidiairement, par la vigne, dans la Chalosse, le métayage a également subi un sensible recul, mais pour des causes différentes et en faveur du fermage.

Les anciens métayers, d'accord avec les propriétaires, ont voulu substituer le fermage au métayage et sont devenus fermiers de leurs propres domaines. « Le revenu du fermage était inférieur à celui d'une métairie exploitée par un colon partiaire : en revanche, le métayer, devenu fermier, grandit moralement, il a plus d'initiative, il devient industriel, développe ses cultures fourragères, soigne mieux ses bestiaux et les nourrit plus abondamment, partant a plus de fumier, et, enrichissant par là le sol, obtient une plus grande plus-value (1). » Ce mouvement a commencé vers 1870.

Le propriétaire fournit, comme partout ailleurs, les terres arables, les prairies, les vignes et les landes qui dépendent du domaine et en forment environ le tiers, il se charge des contributions. Le propriétaire se réserve expressément la jouissance du taillis et des arbres, dont le

(1) De Tourdonnet, *Situation du métayage*, p. 147.

fermier n'a que les branchages ; les baux sont faits généralement pour 9 années. Ils produisaient environ 50 à 70 fr. par hectare vers 1885. Les fermiers n'avaient pas songé à réclamer une réduction de prix. Ces fermages se sont maintenus jusqu'à aujourd'hui. La Chalosse a donc ignoré la crise du fermage qui a sévi sur l'autre partie de la France et qui fut suivie, vers 1880, d'un regain de faveur et de vitalité du métayage.

Dans le Lot-et-Garonne, le métayage a été également abandonné tantôt pour le fermage, le plus souvent pour la régie directe. Le mouvement d'abandon du métayage y est contemporain du commencement de la crise agricole et non pas, comme dans le centre, antérieur à celle-ci. Il a pour cause les essais d'introduction de nouvelles méthodes culturales qui furent tentés justement pour conjurer les effets de la crise sur les céréales. Le Lot-et-Garonne, comme le nord du département du Gers, souffre à un degré extrême de la disette de bras. Le faire-valoir direct n'y est pour ainsi dire plus possible, aussi enregistre-t-on, ces dernières années, comme dans l'Armagnac et pour les mêmes causes, un retour assez marqué au métayage. On a été obligé de diviser les métairies en petites exploitations n'excédant pas les forces d'un ménage. Cette solution est plus radicale que celle que l'on a adoptée à Montréal et à Eauze, où le propriétaire contribue seulement au paiement d'un domestique qui est adjoint au métayer (1).

(1) *La petite propriété rurale en France*, 1909, p. 137.

Le Bas-Armagnac, même dans ses parties les plus voisines des Landes, est resté complètement étranger au mouvement syndicaliste des gemmeurs et des métayers landais, mouvement qui a pris naissance en 1905. On pourrait croire, en lisant l'ouvrage récent et d'ailleurs à d'autres points de vue remarquable de Ricard (1), que les métayers sont restés en dehors du mouvement syndicaliste en tant que métayers, qu'ils n'y ont participé que comme gemmeurs. Ce serait une erreur et H. Desbordes (2) a montré le rôle que les métayers, en tant que métayers, ont joué. Rôle secondaire cependant, la première place étant faite aux revendications des gemmeurs. Au Congrès de Morcens, tenu les 21 et 22 décembre 1906, une Commission du métayage fut nommée, dont voici le rapport résumé :

1° Tout métayer qui laboure les terres lui même aura les trois quarts de la récolte, le fourrage appartiendra au métayer, la paille qui ne sera pas employée dans la métairie sera partagée.

2° Lorsque le propriétaire labourera lui-même ses terres, le métayer n'aura que la moitié de la récolte et de la paille.

3° Le propriétaire devra fournir le quart de la semence, des frais de battage et des engrais et payer les impôts de la propriété.

(1) Ricard, *Au pays landais*, 1911.

(2) H. Desbordes, *op. cit.*

4° Le libre parcours sera accordé dans toute la propriété, sauf dans les coupes.

5° Les redevances seront remplacées par une redevance unique de 20 francs pour les petites propriétés et de 30 fr. pour les grandes.

6° Les métayers ne doivent aucune journée gratuite au propriétaire.

7° Les propriétaires fourniront, comme par le passé, le bois de chauffage aux métayers. Les métayers ne seront pas tenus de nettoyer les rigoles d'écoulement sans indemnité.

8° Le propriétaire paiera tous les frais de plantation, d'entretien et de culture de la vigne. La récolte sera partagée aux trois quarts pour le métayer. Les appareils vinaires seront entièrement fournis par le propriétaire.

Le métayer landais préfère le gemmage des pins à la culture des vignes, culture dont les produits sont aléatoires et qui demande des soins trop assidus. Le brassier, très peu absorbé par la culture des céréales et qui n'est presque que gemmeur, peut-on dire, est souvent plus riche que le métayer dont il n'est à certains égards que le subordonné.

Les gemmeurs et métayers landais n'ont pas été poussés par les politiciens et la formation de leurs syndicats est un fait purement économique causé par les hauts cours atteints par la résine, par le développement de l'esprit syndicaliste et aussi par l'avidité et les exigences de certains propriétaires. Ces derniers admettaient bien le par-

tage du prix de la gemme, mais quand les cours étaient inférieurs à 60 francs la barrique. Au-dessus de 60 francs, le gemmeur ne recevait plus dans le partage qu'une part bien inférieure à la moitié, quelquefois même une somme fixe. Les métayers étaient souvent tenus dans une condition très dure (1).

Le mouvement syndicaliste a pris naissance dans le Marensin et s'est étendu au Born et à une partie des Grandes Landes. Les Petites Landes qui séparent ces derniers pays du Bas-Armagnac n'y ont pas pris part. Dans les Petites Landes, le prix de la gemme est partagé par moitié, quel que soit le cours.

Ce mouvement, à la différence par exemple du mouvement syndicaliste des métayers du Bourbonnais, ne fut que très tardivement et très partiellement révolutionnaire, malgré les violences et les déprédations qui furent commises. Au Congrès de Morceaux, de 1906, les orateurs de la C. G. T. ne purent obtenir la parole que lorsque l'ordre du jour fut épuisé. Le Président de la Fédération des syndicats disait dans son discours d'ouverture : « Nous ne voulons pas la lutte du travail contre le capital ; nous avons besoin du capital, nous lui demandons seulement de nous accorder les salaires auxquels nous avons droit. » (2)

Dans l'Armagnac, il n'y a pas, pour le moment encore, le moindre embryon d'une organisation syndicaliste des métayers ou des ouvriers agricoles.

(1) V. Annexe II, p. 134.

(2) H. Desbordes, *op. cit.*, p. 129

ANNEXES

ANNEXE I

EXEMPLES DE CONTRATS DE MÉTAYAGE DU BAS-ARMAGNAC

1° Baillette de la commune de Castelnau d'Auzan (Canton de Montréal du Gers) (1).

Entre les soussignés, M. X..., propriétaire à, commune de Castelnau-d'Auzan, d'une part, et Y... et sa femme et son gendre Z... et sa femme, cultivateurs, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

§ 1^{er}. — *Conditions générales.*

1° Monsieur X... donne à ferme à moitié fruits pour deux années qui se termineront le 24 août 1906, aux susdits preneurs qui acceptent la métairie, de . . . telle que ladite métairie, parfaitement connue des preneurs, existe et se comporte.

(1) Cette baillette nous a été communiquée par M. F. Larnaude, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris et président du comice agricole de l'arrondissement de Condom et de l'Armagnac.

2° Le présent bail est fait suivant les usages du pays et sous les charges et conditions suivantes, qui seront toutes de rigueur, les preneurs s'obligeant solidairement à toutes celles qui leur incombent.

§ 2. — *Champs, landes, blé, etc.*

3° Les preneurs s'engagent à semer une quantité de blé et d'avoine qui ne sera pas inférieure à cinq ou six hectolitres pour chacune de ces céréales.

4° Les champs seront divisés en trois labours à peu près égaux.

5° Les frais de dépiquage seront, pour moitié, à la charge des deux parties.

6° Si la part des preneurs dans la récolte de blé est inférieure à 25 hectolitres, le bailleur fera le surplus ;

7° Le bailleur aura droit au tiers de la paille de blé, que les métayers lui porteront à... et mettront en meule à l'endroit qui leur sera indiqué. Il pourra, s'il le préfère, faire transporter la quantité de gerbes correspondante dont le dépiquage se fera à moitié frais.

8° Le terrage des champs sera pour le tout à la charge des preneurs.

9° Au cas où les preneurs ne renouvelleraient pas leur bail, ils devront avoir fait trois labours et porté et enfoui les fumiers dans les champs à ensemençer avant le 25 août.

10° Les preneurs couperont la thuie dans les landes à leurs frais.

§ 3. — *Vignes, vendanges, vin.*

11° Tous les travaux de labour, chaussage, déchaussage, bêcheage, sarclage, taille, entretien des piquets et du filetage (lesdits piquets, échelas et fils de fer devront être fournis par le bailleur) et tous travaux quelconques, relatifs aux vignes, seront à la charge exclusive des preneurs.

12° Les sulfatages seront exécutés aux frais des preneurs ; le bailleur fournira le sulfate de cuivre et les preneurs la chaux qui devra être de première qualité. Il devra être fait cinq sulfatages au minimum avant le 24 juin.

13° Si d'autres soins, tels que poudrages, soufrages, ébouillantages, badigeonnages sont jugés nécessaires par le bailleur, il aura le droit de les imposer aux preneurs à la seule condition de prendre à sa charge toutes les fournitures.

14° Les vignes seront taillées à taille Guyot ou à la taille à courçons suivant leur degré de vigueur.

15° Les vendangeurs seront payés par le bailleur et nourris par les preneurs. Les métayers et leurs domestiques seront tenus de vendanger gratuitement chez le bailleur et seront nourris par lui.

16° Le bailleur prélèvera sur la récolte du vin la treizième barrique, dont le produit sera affecté à l'achat d'engrais chimiques destinés à être employés sur la propriété.

17° La vendange sera transportée dans le chai du bailleur et y subira, par les soins des preneurs, toutes les manipulations nécessaires. Le vin sera logé dans les cuves et

foudres du bailleur. Les preneurs auront le droit de vendre leur part quand bon leur semblera sous les réserves spécifiées à l'article 34.

18° Il est rigoureusement interdit aux preneurs de faire pacager dans les vignes et d'y laisser aller la volaille dès que les raisins commencent à mûrir.

§ 4. — *Cheptel.*

19° Le cheptel fourni par le bailleur se compose d'une paire de bœufs = 900 francs ; une paire de bœufs = 850 francs ; une paire de vaches = 570 francs ; un veau = 40 francs ; un veau = 120 francs. Ensemble 2.490 fr.

20° A l'expiration du présent bail, il sera fait une nouvelle estimation du cheptel par deux experts choisis par les parties ou, à défaut d'entente entr'elles, nommés par le juge de paix du canton de Montréal avec faculté de s'adjoindre un tiers-expert pour les départager en cas de désaccord ; le bailleur prélèvera des bêtes à son choix jusqu'à concurrence de l'estimation donnée au fond du cheptel ; l'excédent sera partagé entre les preneurs et le bailleur. S'il n'existe pas assez de têtes de bétail pour remplir la première estimation, le bailleur prendra ce qui restera et les preneurs devront lui payer comptant la différence.

21° Le bailleur fournira deux porcs aux preneurs qui seront tenus de les nourrir, le bailleur en retirera un à son choix à la Toussaint.

§ 5. — *Volailles et œufs.*

22° Les preneurs s'engagent à fournir au bailleur, par

paire de bétail de travail : trois paires de chapons, trois paires de poulardes, trois paires de poulets, sept douzaines d'œufs. Les dindons, canards, oies de Guinée, pintades seront partagés par moitié entre le bailleur et les preneurs. Pour les oies, il sera fourni par le bailleur une alliance ou des oisons, au choix des preneurs.

23° La nourriture de la volaille est en entier à la charge des preneurs qui pourront semer du maïs et autres grains destinés à sa nourriture, maïs et grains qu'il leur sera interdit de vendre.

§ 6. — *Personnel et travaux.*

24° Le bailleur paiera la moitié des gages d'un domestique.

25° Si les preneurs y consentent, ils pourront être employés avec leurs paires sur la propriété du bailleur ; ils seront alors nourris par lui.

26° Il est rigoureusement interdit aux preneurs de faire des transports ou des labours en dehors de la métairie.

§ 7. — *Instruments, outils, matériel de culture.*

27° Les instruments, les outils et le matériel de culture en général seront fournis en partie par le bailleur. Les preneurs seront tenus de les rendre en bon état d'entretien et les charrues de même poids tel qu'il aura été constaté contradictoirement.

28° Les instruments et outils seront détaillés sur deux registres, tenus contradictoirement par chacune des parties.

§ 8. — *Mares et fossés.*

29° Les preneurs cureront en temps opportun et entre-tiendront en bon état les mares et fossés.

30° Le bailleur se réserve le droit de pêche exclusif dans les mares.

31° Les preneurs ne pourront laver leur linge dans le lavoir bâti qu'avec la permission du bailleur.

§ 9. — *Vétérinaire, charron, forgeron.*

32° Les abonnements au vétérinaire, charron, forgeron seront supportés par moitié par les parties.

33° Il en sera de même des castrations et des saillies et des ferrures des bœufs.

§ 10. — *Comptes et avances.*

34° Les avances en nature ou en argent faites par le bailleur pour les besoins de la métairie et des preneurs seront prélevées par lui sur la part des récoltes revenant à ces derniers. Elles seront constatées sur deux registres tenus par les deux parties contradictoirement.

35° Toutes expertises et tous comptes seront terminés le 15 août, le départ devra être effectué le 25 août.

36° Les preneurs ne pourront prétendre à aucune indemnité pour cause de grêle ou tous autres cas prévus ou imprévus.

37° Les preneurs ne pourront céder leurs droits au présent bail ni sous-louer sans le consentement exprès et par écrit du bailleur.

2° Baillette de la commune de Parleboscq
(Canton de Gabarret, Landes).

Entre les soussignés :

M. X..., propriétaire à., commune de Parleboscq
(Landes), d'une part,

Et M. Y... et sa femme, cultivateurs,

Et M. Z..., leur fils, cultivateur, demeurant avec ses père
et mère, il a été convenu ce qui suit :

M. X..., bailleur, donne à métayage aux susdits preneurs
la métairie de., située commune de Parleboscq, sec-
tion d'Espérons, avec ses appartenances et dépendances,
et dont il n'est pas fait une plus ample désignation, attendu
que les preneurs déclarent en connaître la consistance et
l'étendue.

Le présent bail est fait pour la durée, sous les charges
et aux conditions suivantes :

ART. 1. — La durée en est fixée à un an, à partir du
11 novembre prochain (1909), avec le droit, pour les pre-
neurs, de prendre livraison du bétail et de s'installer sur
la métairie dans les conditions d'usage, à partir du 25 août
précédent. Toutefois, ce bail se renouvellera de plein droit
aux mêmes conditions d'année en année, par voie de ta-
cite reconduction, à moins d'avertissement préalable du
contraire, fait par les parties qui voudront le faire cesser
aux autres parties, au plus tard à la date du 1^{er} mars de
l'année de la cessation.

ART. 2. — Les preneurs feront tous les travaux ordinaires et extraordinaires de culture, d'entretien et de réparations ordonnés par le bailleur, qui se réserve la surveillance et la direction absolues de l'exploitation, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son régisseur.

En ce qui concerne les travaux extraordinaires, ils seront payés aux preneurs dans les conditions et prix en usage dans la contrée. A ce sujet, il demeure notamment convenu que les métayers devront transporter sur les allées des vignes les terres étrangères nécessaires à leur amendement, et que, de leur côté, les propriétaires restent chargés de les faire répandre dans l'intérieur des pièces. Si les métayers veulent se charger de ce travail, il leur sera payé comme à des ouvriers étrangers.

Si les preneurs apportent et répandent des terres étrangères dans l'intérieur des pièces labourables, leur travail leur sera payé par les maîtres, à raison de 10 centimes le tombereau.

Mais si les preneurs se contentent de nettoyer les allées des champs, et ensuite de transporter et de répandre la terre provenant dans l'intérieur des pièces, ils ne seront rétribués de ce travail qu'à raison de 5 centimes le tombereau.

ART. 3. — L'année de la sortie, les terres seront labourées deux fois, dans de bonnes conditions, par les preneurs qui seront en outre tenus : d'engranger les pailles, foin et sainfoin ; de laisser toutes les flèches de maïs ; de traiter les litières et les fumiers comme s'ils devaient continuer

l'exploitation ; de suivre le cours naturel des assolements et le régime ordinaire des prairies ; de laisser sur la métairie le bois coupé pour leur usage, à l'exception toutefois des sarments qu'ils auront le droit d'emporter.

ART. 4. — Les fossés d'assainissement seront tenus en bon état par les métayers. Les fossés de clôture restent à la charge du propriétaire. La taille et le traitement de la vigne se feront selon les usages du pays et à la satisfaction du propriétaire qui fournira le sulfate de cuivre et autres ingrédients nécessaires, à la charge par le métayer de faire le travail.

ART. 5. — Seront tenus, les preneurs, de faire pour le compte des bailleurs tous les transports, labours et journées de main-d'œuvre qui leur seront commandés, moyennant une rétribution, par journée, de 1 franc et de 2 litres de vin en cas de récolte moyenne.

ART. 6. — Avant le partage du vin, le propriétaire prélèvera sur la masse le onzième ; le restant sera partagé par moitié ; le blé, le seigle, l'avoine, le maïs et les pommes de terre feront l'objet d'un partage par égales portions, sans aucun prélèvement.

Les salaires des vétérinaire et forgeron seront payés par moitié entre les parties. Le taupier sera payé par le propriétaire et nourri par les colons.

ART. 7. — Les bestiaux, en capital, seront traités et trafiqués comme il en sera ordonné par les bailleurs. Au moment de la sortie des métayers, le propriétaire aura le droit qu'il se réserve expressément de garder les animaux

en tout ou en partie, à dire d'experts, et de les faire vendre sur foires.

ART. 8. — Les preneurs restent chargés de l'entretien des torchis de la métairie, des chars, charrettes, charrues, instruments et outils aratoires, à la condition qu'à cet effet le propriétaire leur fournira le bois nécessaire. Le tout devant être livré en bon état devra être rendu de même. Les preneurs seront tenus, sans rétribution, du transport des matériaux nécessaires à la réparation des bâtiments.

ART. 9. — Si les preneurs tiennent des cochons pour leur usage personnel, s'ils élèvent des canards et des dindons, ils devront en fournir la moitié au propriétaire ; s'ils élèvent des oies et que l'alliance leur soit fournie par le propriétaire, celui-ci aura droit au tiers de la production.

Enfin, les colons devront fournir pour redevances : huit douzaines d'œufs, quatre paires de poulets, quatre paires de poulardes et quatre paires de chapons.

ART. 10. — Lors de la livraison des capitaux aux métayers, il en sera dressé un état descriptif et détaillé, contradictoirement entre les parties. Lors de la sortie de la métairie, les colons devront remettre ces capitaux entiers, conformément à l'estimation. Les profits et les pertes seront partagés ou supportés par moitié.

ART. 11. — Il est expressément défendu aux preneurs de couper du bois vert au pied ou à la cime.

ART. 12. — Les propriétaires se réservent le droit de chasse et de pêche sur la métairie, tant pour leur usage

que pour celui des personnes auxquelles il leur plaira d'accorder cette autorisation.

3° Baillette de la commune d'Eauze.

Entre les soussignés :

M. X..., propriétaire à., commune d'Eauze, d'une part,

et M. Y... et sa femme, cultivateurs, il a été convenu ce qui suit :

M. X... donne à métayage aux susdits preneurs la métairie de., située commune d'Eauze, avec ses appartenances et dépendances, et dont il n'est pas fait une plus ample désignation, attendu que les preneurs déclarent en connaître la consistance et l'étendue.

ART. 1^{er}. — Le présent bail est fait pour la durée de deux années à partir du 11 novembre 1910, mais devant se continuer à son expiration, pour une nouvelle période de deux ans, faute par une partie d'avoir prévenu l'autre six mois à l'avance de son intention de le faire cesser.

ART. 2. — Les preneurs seront tenus d'habiter pendant toute la durée du présent bail les bâtiments de la métairie concédés à leur usage avec leur famille et le personnel qui devra se composer de trois hommes valides et par conséquent d'un domestique qui sera nourri par les preneurs et payé par moitié par ces derniers et le bailleur.

ART. 3. — Le bailleur réserve à son profit la parcelle de

terre, nature de vigne, dite au Cerisier, de la contenance d'environ 70 ares. Sur cette parcelle, les preneurs devront faire les labours d'usage et comme rémunération de ce travail, ils seront nourris par le bailleur et toucheront 1 fr. par jour.

ART. 4. — Les soins à donner aux vignes pour les préserver de diverses maladies seront donnés par les preneurs sans indemnité ; mais les ouvriers, employés pour l'application des divers traitements, ainsi que pour les vendanges, seront nourris par les preneurs et payés par le bailleur.

ART. 5. — Tous les produits et récoltes de la métairie seront partagés par moitié, le blé et l'avoine, après avoir été vannés, criblés et passés au trieur et le maïs à la grange sitôt après le dépouillement. Avant de procéder à ce partage, il sera prélevé par le bailleur la quantité de semences par lui fournie.

ART. 6. — Le vin sera également partagé par moitié soit au bassin, soit sitôt après les vendanges, ou bien la totalité en sera vendue par le bailleur après entente préalable entre lui et les preneurs et le prix de vente partagé entre eux ; dans ce dernier cas, le vin devant être logé dans les foudres du bailleur, la lie et le tartre provenant de la fermentation de ce vin resteront la propriété du bailleur.

ART. 7. — Les légumes, tels que fèves, haricots, pommes de terre et les fruits et divers arbres fruitiers seront également partagés par moitié à leur récolte.

ART. 8. — Les frais de dépiquage des céréales, location

de la batteuse et paiement des ouvriers, seront payés par moitié, mais les preneurs devront nourrir le personnel.

ART. 9. — Les redevances à faire au vétérinaire et au forgeron seront payées par moitié.

ART. 10. — Les preneurs devront fournir au bailleur une redevance annuelle de 8 douzaines d'œufs et 20 poulets ou poulardes, le tout au fur et à mesure de ses besoins. Les dindons et les pintades élevés sur la métairie seront partagés par moitié.

ART. 11. — Le bailleur s'engage à avancer aux preneurs 10 hectolitres de blé de bonne qualité pour l'entretien de leur ménage, avance que ces derniers seront tenus de lui rembourser au cours du présent bail.

ART. 12. — Dans le cas où une plantation de vignes serait faite sur les terres de la métairie, pendant la durée du bail, le défoncement sera exécuté par les preneurs, mais la récolte de maïs, betteraves ou pommes de terre qui pourrait être faite au cours de cette année, sur la parcelle complantée, leur demeurera acquise en totalité, à titre d'indemnité.

ANNEXE II

TEXTE D'UN AVIS AFFICHÉ DANS LE CABINET D'UN « HOMME
D'AFFAIRES » DU MARENSIN (1).

M. Paul L..., propriétaire à N..., du domaine de R.. , à qui il appartiendra, fait défense à ses métayers :

1° De vendre aucune part des fourrages tels que foin, regain, dépouilles de maïs, paille, etc.

2° D'aller au charroi, pour n'importe qui, sans autorisation écrite du sieur B..., gérant de sa propriété. Par suite de ces défenses, M. L.. prévient les personnes qui achèteraient du fourrage à ses métayers ou qui les emploieraient à faire des charrois, qu'il attaquera les parties contrevenantes devant les tribunaux compétents pour les voir condamner conjointement à des amendes qui ne seraient pas moindres de 50 francs pour chacune des parties, plus les dépens, au paiement entier du fourrage vendu et remboursement complet des charrois faits.

3° Tout métayer dont le bétail aura été trouvé paissant sur un terrain appartenant à M. L... et qui lui aura été interdit, sera passible d'une amende de 10 francs pour la première fois, pour chaque tête de bétail, et s'il y a récidive, le métayer sera renvoyé de la propriété.

(1) Ricard, *op. cit.*, p. 197.

4° Chaque fois qu'une vache d'un métayer aura été trouvée paissant sur un terrain interdit, elle sera vendue dans les vingt-quatre heures.

Voici de plus les conditions auxquelles sont soumis les métayers :

1° Il est interdit de faire pacager le bétail dans les barthes, ni au plantaing du 1^{er} février au 1^{er} novembre de chaque année.

2° Il est interdit, dans tous les temps, de faire pacager dans la partie du terrain donnant sur le versant des barthes depuis la partie dénommée K.... jusqu'à celle de la claie de F....

3° Ils ne pourront jamais et dans aucun cas faire du fourrage vert sur toutes les terres qui leur sont concédées que 63 ares (ou 1 arpent 1/2) sous peine de les voir manger par les brebis pour lesquelles tout le reste du terrain est réservé pour le pacage ; les brebis n'allant jamais dans les barthes, ni au plantaing.

4° Chaque fois que des métayers seront pris contrevenant aux faits signalés plus haut, soit par le garde, soit par un de mes surveillants, ils auront 10 francs à payer chacun à celui qui aura surpris leur bétail. Si au moment où ils sont pris, ils n'ont pas d'argent pour payer, ils devront donner 9 hectolitres de maïs.

5° Tout métayer qui sera débiteur à M. L.... lors du règlement de compte, soit au 11 novembre de chaque année, devra le payer avec le produit de la récolte de seigle.

6° M. L... veut que chaque métayer fasse respecter son terrain par les autres métayers et que celui qui sera trouvé en contravention soit en faisant paître sur le terrain de l'autre ou en lui enlevant de sa terre quoi que ce soit pour indemniser celui qui aura été victime de la somme fixée par M. B. . suivant le degré de préjudice qu'on lui a causé.

7° Toutes les barthes doivent être mises en prairies naturelles et aucun métayer ne pourra faire aucune espèce de fourrage pour être mangé vert. Toutefois, lorsque ces terrains seront fatigués de donner du foin ou qu'ils donneront trop de joncs, chacun des métayers devra en labourer une partie pour y faire du maïs pendant deux ans, pour ensuite le remettre en prairies, et on labourera après la partie laissée en prairie pour y faire du maïs comme à la première partie et continuer constamment ainsi chaque fois qu'on en verra l'utilité pour l'amélioration des récoltes.

8° Il est convenu que le métayer sortant n'aura aucune part du foin et de regain des barthes ni du plantain. Les fourrages appartiendront de droit au métayer entrant qui devra les faucher, les faire sécher et les rentrer, mais celui-ci devra rembourser au métayer sortant les frais qu'il aura pu faire pour l'entretien des rigoles. Ces frais seront appréciés par le sieur B... à qui les parties s'en rapporteront.

9° Toutefois le métayer sortant aura droit au fourrage qu'il recueillera sur les terrains dont il avait la concession

avant d'avoir les barthes, dans les conditions de partage, c'est-à-dire qu'il en aura les deux tiers et M. L.... l'autre tiers.

10° Tout métayer ou fermier qui couperait sur la propriété de M. L... un arbre, de quelque essence que ce soit, aura à payer une indemnité de 3 francs et la valeur de l'arbre coupé.

ANNEXE III

POLICE DE GEMMAGE (I).

Entre les soussignés :

M..., résinier, demeurant à.

d'une part,

et M..., adjudicataire de lots dans les forêts domaniales de l'Etat, demeurant à.

d'autre part,

a été convenu et arrêté ce qui suit :

M... entreprend le gemmage pendant toute la durée de la campagne 190.. de tous les pins que M... veut bien lui confier.

Ces pins sont situés dans la forêt domaniale de, article. du cahier des charges de l'adjudication du. octobre 190..

La résine sera portée à l'usine de M...

Le résinier touchera pour sa part : (*On relatara ici les conditions suivant la commune où résident les pins et qui sont énumérées dans les règlements intérieurs*).

.
.
.

(1) Ricard, *loc. cit.*, p. 231.

Chaque barrique fournie devra être numérotée et litrée et le résinier aura la faculté d'en faire vérifier la contenance, sous la tolérance d'usage suivant la région.

Le résinier devra envoyer aux usines une gemme loyale et marchande. Dans le cas où elle serait fraudée, le résinier aura à supporter entièrement la réfection faite à l'usine.

Les paiements seront effectués aux foires de juin, septembre et décembre de Labouheyre. Toutefois, le résinier aura la faculté de demander le règlement à chaque amasse et ce, vingt jours après l'apport de la résine à l'usine.

Le résinier devra suivre en tous points les instructions qui lui seront données en ce qui concerne le nombre de piques, l'époque et le nombre des amasses. Pour les pins à vie, il suivra les prescriptions données par l'administration des Eaux et Forêts et pour les pins à mort celles de M... ou de son représentant.

Dans le cas de nécessité d'enregistrement des présentes, les frais seraient supportés par la partie qui succomberait.

Fait double à. . . ., le. . . . 19...

ANNEXE IV

CONTRAT DE VIGNERONNAGE DU MAS DE BONY (GARD) (1).

Entre les soussignés :

Pierre Cause, propriétaire du Mas de Bony, d'une part,
et Cabanis père et fils, domiciliés à Saint-Laurent-d'Aigouze, d'autre part,

A été convenu et accepté ce qui suit :

ART. 1. — Causse baille à ferme à colonat partiaire à Cabanis père et fils, qui acceptent :

1° Les parcelles de vignes américaines dépendant de sa propriété du Mas de Bony, au lieu dit « Pas de Fède », situées au nord d'une ligne déterminée par l'axe de la première partie de l'allée conduisant à la machine, partie prise entre le chemin du Mas du Juge et le point de bifurcation de cette allée vers la machine. Cette ligne droite étant prolongée jusqu'à l'extrémité de la propriété de Causse. Non compris : A) la parcelle de vignes dite Chapeau de Gendarme de Joubat ; B) La parcelle de vignes complantée en jacquez.

2° La parcelle de vignes américaines attenant à la submersion, dite vigne de Bassaget.

(1) Seuillet, thèse Paris, 1905, p. 104 et suiv., et Convert, Le vigneronnage dans le Midi, *Revue de viticulture*, mai 1904.

ART. 2. — Le présent bail est fait pour la durée d'un an, qui commencera le 1^{er} octobre 1904 et prendra fin en septembre 1905 après l'enlèvement de la récolte.

ART. 3. — Cabanis père et fils doivent exécuter d'une façon absolue et en temps indiqué tous les travaux que Causse jugera nécessaires au bon entretien de ses vignes et suivant toutes les indications qu'il donnera ou fera donner par son régisseur, en ce qui concerne la taille, labour, déchaussage, binage, arrosage, remplacement, piquettage, fumure, etc., de même que tous les traitements tels que : ébouillantage, badigeonnage, soufrage, sulfatage, etc., etc.

ART. 4. — En ce qui concerne les arrosages, Causse fournira les machines, charbons et accessoires ; Cabanis père et fils se chargent du chauffage de la machine.

ART. 5. — Causse se réserve le droit d'indiquer l'opportunité et l'époque des arrosages que Cabanis père et fils devront exécuter suivant les indications reçues.

ART. 6. — Cabanis père et fils devront transporter la vendange jusqu'à la cave, et tous les travaux de vinification, y compris la pose de la vendange, resteront à la charge de Causse.

ART. 7. — La vendange sera pesée à la bascule du domaine et l'on comptera 1.000 kilogrammes de raisin pour 7 hectolitres de vin clair.

ART. 8. — Causse se réserve le droit de loger cette vendange soit dans des cuves spéciales, soit de la mélanger aux autres produits de son domaine.

ART. 9. — La vinification terminée et dans le cas où la vendange provenant des parcelles affermées à Cabanis père et fils aura été mise à part, ces derniers pourront exiger que la quantité de vin leur revenant soit logée en foudres ou fûts à la convenance de Causse, et Cabanis père et fils se chargeront de la vente de leur vin.

ART. 10. — Si au contraire la vendange des parcelles affermées à Cabanis père et fils a été mélangée aux autres produits du domaine, Causse restera seul chargé de la vente du vin revenant à Cabanis père et fils. Le montant de cette part étant calculé pour la quantité d'après les bases indiquées à l'article 7 et pour les prix d'après la moyenne des divers prix de vente de la totalité des vins de Bony.

ART. 11. — Tous les sous-produits restent la propriété de Causse.

ART. 12. — Cabanis père et fils ne sont tenus que de fournir la totalité de la main-d'œuvre, Causse prenant à sa charge tous les autres frais, tels que achat de fumiers, engrais, charbon, produits chimiques ou œnologiques, plants de remplacement, piquets, etc.

ART. 13. — Causse s'engage également à fournir les bêtes de trait, charrettes, instruments aratoires, machines, etc., etc..., nécessaires à l'exploitation, mais il se réserve le droit de désigner le jour ou les périodes de leur emploi.

ART. 14. — La récolte provenant des vignes désignées ci-dessus sera partagée de la façon suivante : $\frac{1}{3}$ sera attribué à Cabanis père et fils, les deux autres tiers à Causse.

ART. 15. — Il pourra être remis à Cabanis père et fils, à titre d'avance et chaque semaine, la somme de 15 francs à chacun, sommes qui devront être défalquées sur leur part de récolte, mais qui leur resteront définitivement acquises au cas improbable où la valeur de leur part serait inférieure au montant de ces sommes (750 francs).

ART. 16. — Au cas où les vins ne seraient pas vendus immédiatement après la récolte, Causse remettra à Cabanis père et fils, s'ils le désirent, un acompte pouvant s'élever au $\frac{1}{3}$ approximatif de la valeur de la part de Cabanis père et fils ; le total des avances déjà faites et de cet acompte ne pourra dépasser 1.600 francs.

ART. 17. — Le règlement définitif pour l'année aura lieu une fois les vins vendus et retirés, ou dans le délai d'un mois après la fin des vendanges si Cabanis père et fils sont appelés à se charger de leur part (art. 9) et, dans ce cas, le solde de leur vin devra toujours être retiré avant le 30 juillet.

ART. 18. — Cabanis père et fils s'engagent à fournir tout leur travail aux vignes affermées et ne devront, pendant toute la durée du présent bail, fournir à qui que ce soit et à quoi que ce soit aucun travail ni exploiter d'autres terres sans le consentement de Causse. La violation du présent article annulerait de plein droit le bail ; les fermiers ne pouvant exiger au moment de cette annulation que le montant des avances qu'ils auraient été en droit d'exiger à cette époque.

BIBLIOGRAPHIE

- Ardouin-Dumazet.** — Voyage en France, 30^e et 31^e séries, 1903.
- Atger (F.).** — La crise viticole, 1907.
- Artigues (Baron F. d').** — Le métayage et les classes rurales en Gascogne. *Réforme sociale*, 1881.
- Bernard (L.).** — Le mouvement révolutionnaire dans les campagnes du Bourbonnais. *Journal des débats*, 3, 12, 15, 19, 23 août 1911.
- Baudrillard (Henri).** — Le métayage en France. *Revue des Deux Mondes*, octobre 1885.
- Les populations agricoles de la France.
- Berthault (F.).** — L'Armagnac. *Le progrès agricole et viticole*, 1900.
- Brizon (M.).** — Discours à la Chambre des députés, séance du 13 juin 1910. *Journal officiel* du 14 juin 1910.
- Bois (Joseph).** — A travers les campagnes bourbonnaises. *Le Temps*, 29 novembre 1910.
- Bourguin (M.).** — Les systèmes socialistes.
Carte géologique détaillée; feuilles de Montréal et de Castelnau.
- Cauwès.** — Cours d'économie politique
- Compère-Morel.** — Discours à la Chambre des députés, séance du 9 décembre 1910. *Journal officiel* du 9 décembre 1910.
- Dénombrement de la population*, 1906.
- Desbordes.** — Les syndicats des résiniers dans les Landes, thèse Bordeaux, 1908.
- Durrieux (A.).** — Monographie du paysan du Gers, 1865.
- Fabre (L. A.).** — Le sol de Gascogne. *La Géographie*, 1905.
- L'Adour et le plateau landais. *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1902.
- Foville (Alfred de).** — Le morcellement, 1885.
- Gasparin (de).** — Métayage, 3^e édition.
- Fermage, 5^e édition.
- Garidel (de).** — Le métayage en Bourbonnais. *Réforme sociale*, 1884.

- Gide (Ch.).** — Principes d'économie politique.
- Guillaumin (Emile).** — La vie d'un simple.
En Bourbonnais (pages libres).
- Griffuelhes (V.).** — Le mouvement des ouvriers résiniers dans les Landes. *Le mouvement socialiste*, 1907.
- Labat (Dr Emmanuel).** — En Gascogne. L'abandon de la terre. *Revue des Deux-Mondes*, août 1910.
- Laborderie-Boulou.** — Le métayage, particulièrement en Périgord, thèse Bordeaux, 1905.
- Landry (A.).** — Leçons d'économie.
- Laurent.** — L'Armagnac et les pays du Gers. *Annales de géographie*, mars 1911.
- Lavergne (de).** — Economie rurale de la France, 1860.
- Lecouteux.** — Economie rurale de la France, 1879.
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — Essai sur la répartition des richesses, 1888.
- Desboudets (Martin).** — Le métayage en Bourbonnais, thèse Paris, 1897.
- Méplain.** — Traité de bail à portion de fruits, 1850.
- Métivier (de).** — Agriculture et défrichement des Landes, Bordeaux, 1839.
- Michel (Edmond).** — La propriété, 1908.
Ministère de l'Agriculture. — Statistique agricole décennale de 1892.
— La petite propriété rurale en France, 1909.
- Passy (Hyppolite).** — Systèmes de culture.
- Peyraud.** — Métayers et fermiers généraux de la Basse-Marche, thèse Paris, 1911.
- Le Play (A.).** — Le métayage et ses résultats. *Réforme sociale*, 1888.
- Rerolle (L.).** — Du Colonage partiaire, 1888.
- Ricard (J.-H.).** — Au pays landais, 1911.
- Risler (E.).** — Géologie agricole, t. III, 1895.
- Seuillet (Fernand).** — Le métayage, thèse Paris, 1905.
- Sismondi (de).** — Nouveaux principes d'économie politique.
— Etudes sur l'économie politique, 6^e essai. De la condition des cultivateurs en Toscane, Bruxelles, 1837.
- Smith (Adam).** — De la nature et des causes de la richesse des nations.
- Souchon.** — La propriété paysanne, 1899.
- Tourdonnet (de).** — Traité pratique du métayage, 1882.
— Situation du métayage en France, 1881.
Usages locaux du département de la Gironde.

Usages locaux du département du Gers. Bouquet à Auch, 1891.

Usages locaux du département des Landes. — Lespons à Mont-de-Marsan.

Usages locaux du département du Lot-et-Garonne. — Raoul Amade à Agen, 1908.

Vidal de la Blache (P.). — Tableau de la géographie de la France.

Viguier (P.). — Du Colonage partiaire. Thèse Paris, 1911.

Viollet (Paul). — Histoire du droit civil français.

Young (Arthur). — Voyages en France.

Zévaès (A.). — Le syndicalisme contemporain, 1911.

Zolla. — La crise agricole.

Vu :

Le Président de la thèse,
HITIER.

Vu :

Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
OBJET ET DIVISIONS DE CE TRAVAIL	1
INTRODUCTION. — Géographie et limites du Bas-Armagnac. . .	5
CHAPITRE PREMIER. — Raisons de l'absence du fermage dans le Bas-Armagnac.	19
§ 1. — Raisons de l'absence du fermage simple	19
§ 2. — Raisons de l'absence de fermiers généraux dans le Bas-Armagnac.	24
CHAPITRE II. — Extension, nature et conditions du mé- tayage dans le Bas-Armagnac, vers 1880.	33
§ 1. — Extension du métayage	33
§ 2. — Conditions du métayage.	46
CHAPITRE III. — Conditions des améliorations agricoles dans les métairies du Bas-Armagnac vers 1880 . . .	58
CHAPITRE IV. — Le métayage dans le Bas-Armagnac depuis les maladies cryptogamiques	85
§ 1. — Le métayage dans le Bas-Armagnac, depuis le mildew jusqu'à la crise viticole.	85
§ 2. — Le métayage dans le Bas-Armagnac après 1900.	99
§ 3	110

ANNEXES

ANNEXE I. — Exemples de contrat de métayage du Bas-Arma- gnac.	121
1 ^o Baillette de la commune de Castelnau-d'Auzan . . .	121
2 ^o Baillette de la commune de Parleboscq.	127
3 ^o Baillette de la commune d'Eauze.	131
ANNEXE II. — Texte d'un avis affiché dans le cabinet d'un homme d'affaires du Marensin	134
ANNEXE III. — Police de gemmage	138
ANNEXE IV. — Contrat de vigneronnage du Mas de Bony. . .	141
BIBLIOGRAPHIE.	145

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)
